



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 33
Septembre - September
Settembre 2011
Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

**ligue suisse contre la vivisection
schweizer liga gegen vivisektion
lega svizzera contro la vivisezione**
et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Elections fédérales 23 octobre 2011

Maya Graf (BL), Tiana Angelina Moser (ZH), Pascale Bruderer (AG), Antonio Hodgers (GE) ...

Eidgenössische Wahlen 23. Oktober 2011

Maya Graf (BL), Tiana Angelina Moser (ZH), Pascale Bruderer (AG), Antonio Hodgers (GE) ...

**Soutenez les
candidats favorables
à la protection
des animaux**

Contenu en Français,
p. 2 - 11

**Unterstützen Sie die
Kandidatinnen und
Kandidaten,
die sich für
den Tierschutz
einsetzen**

Inhalt Deutsch S. 12 - 20

**Elezioni federali
23 ottobre 2011**

Maya Graf (BL), Tiana Angelina Moser (ZH), Pascale Bruderer (AG), Antonio Hodgers (GE) ...

**Sostenete i candidati favorevoli alla protezione
degli animali**

Contenuto in italiano, p. 21 - 29

Edito

Chers Membres,
Chères amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

Plusieurs actions lancées au Parlement fédéral en faveur des animaux viennent coup sur coup d'être balayées par nos représentants politiques. Il ne s'agissait pourtant pas d'actions abusives ou traitant de sujets mineurs.

L'initiative parlementaire de la conseillère nationale argovienne Pascale Bruderer (lire p.4) demandait que l'importation de peaux et fourrures provenant d'animaux maltraités soit interdite. A priori, qui pourrait soutenir la détention et la mise à mort d'animaux maltraités, tels qu'on les constate par exemple dans certains élevages asiatiques ? Et pourtant, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats a refusé par 6 voix contre 3 de donner suite à cette initiative parlementaire. Quelques mois plus tôt, lors du vote du Conseil national, 64 parlementaires s'y étaient aussi opposés.

Comment un être humain capable de ressentir lui-même la peur et la douleur peut-il à ce point rester insensible aux souffrances de ces animaux, entassés dans des cages minuscules, mis à mort à coups de bâton, parfois dépecés encore vivants ?

A l'inverse, les milieux de la chasse semblent bien représentés sous la coupole fédérale. Rien qu'en 2010, ce ne sont pas moins de quatre motions qui ont été déposées, tant au Conseil national qu'au Conseil des Etats. Celles-ci visaient à permettre le tir des loups, lynx et ours, et « intimaient » le Conseil fédéral de dénoncer, si nécessaire, la convention de Berne (du 19 septembre 1979 relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, signée par 48 pays). Le Conseil fédéral a d'ailleurs répondu favorablement aux motions déposées, chargeant l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) de modifier en conséquence l'Ordonnance sur la chasse (OChP). Mis en consultation du 18 avril au 15 juillet, le projet de modification fait frémir. A croire qu'il a été rédigé par les fédérations de chasse elles-mêmes. On pourra y tirer des animaux protégés comme les castors. Et dans le cas où un lynx tuerait des chevreuils, ce qui à priori semble normal puisqu'il doit bien pouvoir se nourrir, il pourra lui aussi être éliminé car considéré comme nuisible à la régale de chasse d'un canton. Pour l'OFEV, il s'agit de « garantir le droit des cantons à une utilisation cynégétique équilibrée » !

Nous avons vivement contesté le projet et communiqué notre prise de position¹ à l'OFEV le 4 juillet 2011. Le projet contenant également des dispositions contraires à la loi sur la chasse, nous étudions les possibilités de recours si la révision de l'OChP devait être rédigée en l'état.

Néanmoins, nous avons bien conscience que sans une représentation aussi forte des chasseurs au Parlement, un tel projet n'aurait jamais pu voir le jour.

Le 23 octobre aura lieu le renouvellement de notre Parlement fédéral. La voix de chacun compte pour favoriser l'élection de candidats favorables à la protection des animaux. Ces candidats se trouvent dans tous les partis. Il suffit de se renseigner sur leurs prises de position passées ou pour les actuels parlementaires, candidats à leurs propres successions, de consulter le tableau publié en page 30 et 31 du journal.

Nous espérons pouvoir prochainement bénéficier d'un Parlement à l'écoute de la souffrance humaine et animale, composé d'élus qui ne visent pas que leurs intérêts personnels.

Nous vous remercions toutes et tous pour votre soutien et engagement, et vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

¹ Par manque de place dans ce journal, le compte-rendu de la révision de l'ordonnance sur la chasse et notre prise de position seront publiés dans notre prochaine édition du mois de décembre 2011.

Nous invitons également tous nos membres et lecteurs neuchâtelois à soutenir la pétition pour l'abolition de la chasse dans le canton de Neuchâtel, publiée en page 11. Cette pétition a été lancée fin août en partenariat avec la représentation neuchâteloise de la LSCV. Aucune date limite pour la récolte des signatures n'a encore été fixée. Merci à toutes et tous pour votre aide.

Elections fédérales du 23 octobre 2011

Nous avons besoin d'élus sensibles

Le 23 octobre prochain, les 20 cantons et 6 demi-cantons suisses éliront les 200 députés du Conseil national (CN) et 46 députés du Conseil des Etats (CE), composant l'Assemblée fédérale (Parlement suisse).

Aucune action d'envergure ou évolution favorable à la protection des animaux n'est possible sans le soutien de parlementaires. Eux seuls peuvent déposer des objets (motions, initiatives parlementaires, interventions etc.) en faveur des animaux dans une des deux chambres fédérales.

A l'exception du nouveau Parti Suisse pour la protection des Animaux (PSPa) lancé en juillet 2010, il n'y a pas de parti engagé dans la protection des animaux. Par contre, la plupart des partis ont des candidats favorables à cette cause. Il est donc important de soutenir ces candidats, mais également de biffer des listes les noms de ceux qui sont connus pour leurs actions contre la protection des animaux.

Fonctionnement du Parlement

Notre Parlement se compose de deux chambres fédérales : le Conseil national, avec 200 élus, et le Conseil des Etats, avec 46 élus. Le CN et le CE délibèrent séparément. Ils sont dotés des mêmes compétences, mais les décisions de l'Assemblée fédérale requièrent l'approbation des deux conseils.

Cela signifie qu'un objet (par exemple une motion visant l'interdiction des fourrures de phoque) déposé et accepté par le CN, doit aussi être approuvé par le CE pour être mis en œuvre. Si le CE refuse l'objet, celui-ci retourne au CN qui peut le modifier, le supprimer, ou le renvoyer en l'état au CE. Si le CE le refuse une deuxième fois, l'objet est définitivement enterré.

Pour ces raisons, il est important d'avoir des parlementaires favorables à la protection des animaux dans les deux conseils et de voter en conséquence. Car actuellement, si le Conseil national dépose régulièrement des objets favorables aux animaux, ceux-ci finissent tout aussi régulièrement enterrés par le Conseil des Etats.

Conseil national

Beaucoup d'objets sont déposés au Conseil national où siègent des élus engagés dans la protection des animaux. Avec 8 objets déposés (dont 5 traitant de l'expérimentation animale et ses financements publics) et 9 autres soutenus, l'écologiste **Maya Graf** (BL) est l'élue la plus active pour la protection des animaux au sein du Parlement. Elle est suivie de près par la Verte libérale **Tiana Angelina Moser** (ZH) et la socialiste **Pascale Bruderer** (AG).

De nombreux autres parlementaires s'engagent pour les animaux, comme Geri Müller (Verts/AG), Doris Stump (PS/AG), Anita Lachenmeier-Thüring (Verts/BS), Theres Frösch et Franziska Teuscher (Verts/BE), Margret Kiener Nellen (PS/BE), Marie-Thérèse Weber-Gobet (PCS/FR), Antonio Hodggers et Ueli Leuenberger (Verts/GE), Francine John-Calame (Verts/NE), Joseph Lang (SGA/ZG), Louis Schelbert (Verts/LU), Brigit Wyss (Verts/SO),

à la cause des animaux !

Yvonne Gilli (Verts/SG), Christian van Singer et Adèle Thorens Goumaz (Verts/VD), Marlies Bänziger, Mario Fehr, Chantal Galladé et Daniel Jositsch (PS/ZH), Bastien Girod et Katharina Prelicz-Huber (Verts/ZH), Martin Bäumle et Thomas Weibel (GPL/ZH).

Conseil des Etats

A l'inverse du CN, le Conseil des Etats semble ne regrouper que des élus insensibles au sort des animaux. A la lecture des procès-verbaux des séances de commission, il y a de quoi être consterné par les propos tenus. Au sein de ce Conseil select où l'on engage des discussions cintrées, la protection des animaux y est généralement ridiculisée. Tout au plus soutient-on un objet favorable aux animaux lorsque « le peuple » pourrait s'offusquer du contraire et mettre à mal sa réélection.

A l'exception de la socialiste **Anita Fetz** (BS), aucun autre actuel CE ne mérite la voix d'un protecteur des animaux. On espère même vivement être épargné de la réélection des deux élus pro-vivisection **Christine Egerszegi-Obrist** (AG) et **Anne Seydoux-Christe** (JU).

La classification complète des 246 parlementaires peut être consultée sous forme de tableau à la page 30 et 31 du journal.

TPS
PSpA

Parti Suisse pour la protection des Animaux (PSpA)

A l'occasion des élections fédérales du 23 octobre 2011, le PSpA a déposé des listes dans plusieurs cantons. Merci de soutenir les candidats de votre canton qui s'engagent aussi pour la protection des animaux. Nous avons besoin de relais aux chambres fédérales.

Listes actuellement déposées par le PSpA

Berne, 4 candidats, liste n°18 - **Lucerne**, 5 candidats, liste n°18
Soleure, 6 candidats, liste n°19 - **Zürich**, 12 candidats, liste n°9

Au moment du bouclage du journal, certaines listes cantonales n'étaient pas encore connues. Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter directement le PSpA ou consulter son site internet.

Tierpartei Schweiz (TPS), Luzernerstrasse 91, 5630 Muri AG
T : 044 760 50 42 - info@tierpartei.ch - www.tierpartei.ch

Ligne directrice du Parti suisse pour les animaux

Lancé en juillet 2010, le PSpA se fixe pour priorité d'introduire le thème du bien-être animal dans la politique, l'économie et la société. Au nombre de ses objectifs : Protection des animaux et sauvegarde de leurs intérêts; sensibilisation au bien-être des animaux et évolution vers des comportements respectueux envers ceux-ci, adaptés à leur espèce; **remplacement des expériences sur les animaux par des méthodes alternatives, défendables médicalement et sur le plan éthique**; renforcement d'une économie agricole suisse durable, basée sur des fondements éthiques; protection et développement des espaces vitaux naturels des animaux.

Parlementaires actuellement élus et candidats pour la législature 2012 - 2015

Les élus soutenant la protection des animaux sont les suivants :

(Les parlementaires des cantons alémaniques sont référencés p.13)

Fribourg

Jean-François Steiert (PS), CN
Marie-Thérèse Weber-Gobet (PCS), CN

Genève

Luc Barthassat (PDC), CN
Antonio Hodgers (Verts), CN
Ueli Leuenberger (Verts), CN
Carlo Sommaruga (PS), CN

Neuchâtel

Francine John-Calame (Verts), CN

Tessin

Marina Carobbio Guscetti (PSS), CN

Vaud

Jacques Neiryck (PDC), CN
Christian van Singer (Verts), CN
Adèle Thorens Goumaz (Verts), CN

Les élus favorables à l'expérimentation animale ou clairement contre la protection des animaux sont les suivants :

Fribourg

Jean-François Rime (UDC), CN

Genève

Yves Nidegger (UDC), CN
André Raymond (UDC), CN

Jura

Anne Seydoux-Christe (PDC), CE

Neuchâtel

Laurent Favre (PRD), CN
Yvan Perrin (UDC), CN
Sylvie Perrinjaquet (PRD), CN

Tessin

Ignazio Cassis (PRD), CN

Filippo Lombardi (PDC), CE
Fulvio Pelli (PRD), CN

Valais

Christophe Darbellay (PDC), CN
Jean-René Fournier (PDC), CE
Jean-René Germanier (PRD), CN
René Imoberdorf (PDC), CE

Vaud

André Bugnon (UDC), CN
Olivier Français (PRD), CN
Alice Glauser-Zufferey (UDC), CN
Isabelle Moret (PRD), CN
Guy Parmelin (UDC), CN
Pierre-François Veillon (UDC), CN

Analyse des votes et objets soutenus ou déposés

La classification des parlementaires s'est établie après analyse des objets (initiative, motion, interpellation etc.) déposés par chaque élu ou soutenu par lui dans le domaine animal (protection, élevage, chasse etc.), principalement durant la législature 2007 - 2011.

Nous avons également consulté le registre des intérêts (organe dans lequel ils jouent un rôle, par exemple associations, entreprises etc.) pour chaque parlementaire, les procès-verbaux des séances de commission et pris en considération leurs prises de position. La classification s'est faite dans l'unique but d'établir quel parlementaire soutenait la protection des animaux, sans prendre en considération l'appartenance politique ou prise de position dans un autre domaine.

Toutes ces informations sont publiques et consultables sur le site officiel du Parlement fédéral (www.parlament.ch). Une recherche peut être lancée à partir du numéro de l'objet, par exemple le n°09.428 pour l'initiative parlementaire de la conseillère nationale Pascale Bruderer visant à interdire l'importation des peaux et des fourrures d'animaux ayant subi de mauvais traitements. A partir de cette recherche, il est possible de suivre l'évolution de l'objet déposé : approbation ou rejet par la commission compétente des deux chambres fédérales, procès-verbaux des séances etc.

Les principaux objets consultés portent les numéros suivants (les deux premiers chiffres indiquent l'année du dépôt) : 11.5267, 11.3664, 11.3635, 11.3499, 11.1034, 10.3775, 10.5474, 10.4104, 10.4010, 10.3605, 10.3576, 10.3575, 10.3264, 10.3098, 10.3008, 10.1010, 09.1084, 09.5420, 09.5013, 09.5010, 09.4290, 09.428, 09.4128, 09.4044, 09.3979, 09.3951, 09.3892, 09.3812, 09.3723, 09.3650, 09.3458, 08.3704, 08.3675, 08.3432, 08.3537, 08.3356, 08.3154, 08.3046, 08.2017, 08.036, 08.1058, 07.417, 07.3848, 07.3345, 07.3131, 07.1105, 06.464, 05.5268, 03.3149.

Curia vista – Objet parlementaire

Les peaux et fourrures issues d'animaux maltraités continueront de garnir les commerces en Suisse

Déposée en avril 2009 par la Conseillère nationale argovienne Pascale Bruderer, l'initiative parlementaire (09.428) demandait l'interdiction d'importer des peaux et fourrures d'animaux ayant subi des mauvais traitements.



Parcours et enterrement de l'initiative

Traitée en séance le **18 juin 2009**, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-CN) décidait de donner suite à l'initiative par 16 voix contre 3.

Traitée par son homologue du Conseil des Etats le **12 novembre 2009**, la CSEC-CE refusait quant à elle d'y donner suite par 7 voix contre 4, et renvoyait l'objet au CN.

Le **19 août 2010**, la CSEC-CN réexaminait l'initiative. Parmi les opposants¹, Alice Glauser-Zufferey (VD) disait regretter avoir soutenu dans un premier temps l'initiative « sans avoir connaissance des réalités de cette activité et de cette tradition, ni avoir évalué les risques que cette initiative faisait prendre aux commerces de fourrure. C'est ce qui arrive à la majorité des citoyens qui désirent défendre les plus faibles. C'est

compréhensible et normal, mais cette majorité répond souvent trop vite à l'activisme de groupes virulents, d'une sensibilité exacerbée, qui veulent interdire ce commerce. Une tradition qui remonte à nos origines, des métiers ancestraux de tannerie et de fourrure ne doivent pas disparaître dans notre pays. »

On le voit, SwissFur, la fédération des fourreurs suisses était passée par là. Auditionnée, elle avait pu remplir la tête de certains parlementaires d'informations fantaisistes et plus proches de ses intérêts. SwissFur prétend soumettre ses fournisseurs à des directives strictes sur la détention et la mise à mort des animaux. Des critères idylliques à les entendre. Et même si c'était vrai, SwissFur s'est bien gardé de rappeler qu'elle ne regroupait qu'une cinquantaine de fourreurs et commerces spécialisés, et ne saurait être représentative de ce commerce en Suisse. Son vice-président Ivan Benjamin reconnaissait lui-même dans une interview à la TSR en 2005 que sa fédération avait « peu d'influence sur le marché suisse ». Ce qui est toujours le cas aujourd'hui.

Malgré tout, la CSEC-CN acceptait par 16 voix contre 3 et 4 abstentions, de donner suite à l'initiative. Le **1^{er} décembre 2010**, le Conseil national se ralliait à la proposition de sa commission par 87 voix contre 64 et 4 abstentions.

Avant d'être mise en application, l'initiative devait encore être approuvée par la deuxième chambre du parlement fédéral et faisait un deuxième passage devant la CSEC-CE. Qui la refusait à nouveau par 6 voix contre 3 et 1 abstention le **21 février 2011**.

La commission justifiait sa position aux motifs « qu'une interdiction d'importer des peaux et des fourrures n'était pas compatible avec les engagements pris par la Suisse dans le cadre des accords signés à l'OMC » et qu'une déclaration sur l'origine des fourrures était suffisante pour informer le consommateur de la provenance des peaux.

En quelque sorte, la CSEC-CE comptait sur la conscience des porteurs de fourrures pour se détourner des manteaux issus d'animaux maltraités. Si la position de la CSEC-CE est écoeurante, il n'en reste pas moins que cette initiative est définitivement enterrée. Une fois de plus, le Conseil des Etats aura réussi à éliminer une disposition permettant d'éviter des souffrances animales inutiles.

¹ Alice Glauser-Zufferey (VD), Otto Ineichen (LU), Christoph Mörgeli (ZH), Felix Müri (LU), Ruedi Noser (ZH), Theophil Pfister (SG), Simon Schenk (BE)

Dans son développement, l'initiative faisait valoir les arguments suivants :

« Il est pratiquement impossible d'élever de manière industrielle des animaux à fourrure sans leur infliger des souffrances intolérables ni porter atteinte à des principes essentiels de la protection des animaux. Ce constat, qui tend également à s'imposer au niveau international, est étayé par des études scientifiques menées à grande échelle. En raison des dispositions relatives à la protection des animaux, il n'existe plus d'élevages commerciaux d'animaux à fourrure en Suisse depuis près de trente ans. Les méthodes habituelles de capture (pièges à mâchoires, collets et assommoirs pour les visons et les renards; battes pour les phoques) aussi bien que les conditions d'élevage des animaux à fourrure dans les entreprises commerciales vont à l'encontre de la législation suisse relative à la protection des animaux, elles sont constitutives de mauvais traitements infligés aux animaux, au sens de l'article 26 LPA, et sont en contradiction avec les valeurs fondamentales auxquelles adhère la population suisse. Les animaux endurent des souffrances intolérables, leur dignité est bafouée et leurs besoins les plus fondamentaux ne sont pas pris en compte. Il n'est pas rare que des animaux ne soient qu'imparfaitement anesthésiés avant leur mise à mort, voire qu'ils ne le soient pas du tout, et qu'ils soient écorchés vifs.

L'article 14 alinéa 1 LPA octroie au Conseil fédéral la compétence d'interdire l'importation d'animaux ou de produits d'origine animale pour des raisons relevant de la protection des animaux ou de la conservation des espèces. En vertu de cet article, l'importation des peaux et des fourrures obtenues à la suite de mauvais traitements infligés à des animaux sera interdite. Un avis de droit existant montre qu'une interdiction de cette nature est compatible avec les engagements internationaux de la Suisse, notamment en ce qui concerne les règles de l'OMC, et définit les limites de cette compatibilité.

Aujourd'hui déjà, l'importation de peaux de chat ou de chien est interdite en Suisse (art. 14 al. 2 LPA). L'interdiction sera étendue à toutes les fourrures et à tous les produits de pelletterie provenant d'animaux auxquels de mauvais traitements ont été infligés lors de l'élevage, de la capture ou de la mise à mort. Ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra empêcher que la demande interne en Suisse n'encourage à l'étranger des formes de production qui non seulement vont à l'encontre de notre législation mais sont en outre clairement rejetées par une majorité de la population pour des motifs éthiques.»

Curia vista – Objet parlementaire

Le Conseil fédéral pour le maintien des tirs des chats errants

Déposée au Conseil national le 17 juin 2011 par le PDC Luc Barthassat, la motion (11.3664) « Interdire une chasse cruelle et inefficace aux chats errants » a été rejetée le 24 août par le Conseil fédéral.

Le dépôt de la motion faisait suite au 12'000 signatures récoltées pour la pétition de l'association SOS Chats Noiraigue (NE), laquelle demandait l'interdiction totale de la chasse aux chats errants.

Dans son développement, la motion rappelait que la loi sur la chasse permettait de tirer les chats toute l'année. « Les témoignages abondent de chats mutilés par des tirs et qui subissent ainsi des souffrances indignes pour un pays moderne et civilisé. La chasse a aussi souvent lieu dans des zones urbanisées, ce qui n'est pas sans poser un problème pour la sécurité et la tranquillité des résidents ». La motion indiquait aussi que le marquage électronique des chats en remplacement du collier habituel, ne permettait plus de distinguer quel chat était réellement « haret ». De ce fait, des campagnes de capture et stérilisation seraient beaucoup plus efficaces et moins cruelles pour empêcher la prolifération de chats errants. Il était aussi rappelé que la France avait retiré le chat haret de la liste des espèces chassables.

Dans sa réponse, le Conseil fédéral nie que les tirs de chats soient fréquents, tout en mettant en avant le « danger considérable pour les oiseaux, les lièvres et les reptiles » que consti-

tuent les chats en liberté. Il trouve aussi plus simple de les tirer, étant donné la difficulté à les attraper. Cette méthode induirait « un travail et des frais exagérément élevés ». Enfin, « une interdiction en droit fédéral de tirer les chats harets ne serait pas judicieuse et constituerait une ingérence inutile dans la souveraineté cantonale en matière de chasse ».

La motion devrait prochainement être traitée par la commission compétente du Conseil national. Mais il est peu probable qu'elle échappe à un enterrement de première classe.



La mâchoire soutenue par un fixateur et nourri par perfusion au Tierspital, ce chat a encore eu de la chance d'être recueilli après avoir été tiré. Combien d'autres chats sont laissés mourant chaque année par les tireurs ?



La fédération ChasseSuisse se félicite de l'excellente collaboration mise en place « avec les huit chasseurs actifs élus au parlement. Cela a permis de représenter les intérêts de la chasse avec succès au niveau national ».

Les chasseurs au Parlement fédéral durant la dernière législation, de gauche à droite : Dominique Baettig (JU), Jean-François Rime (FR), Stéphane Rossini (VS), Christophe Darbellay (VS), Jean-René Fournier (VS), Martin Landolt (GL), Ruedi Lustenberger (LU), Tarzis Caviezel (GR).

Méthodes de production du foie gras

Le foie gras est l'organe d'une oie ou d'un canard, rendu malade par la suralimentation, gavé de force plusieurs fois par jour au moyen d'un tube de métal de 20 à 30 centimètres enfoncé dans la gorge jusqu'à l'estomac. Durant deux à trois semaines, l'animal ingère en quelques secondes une quantité de maïs telle que son foie finit par atteindre presque dix fois sa taille normale. Beaucoup d'animaux en meurent avant la date prévue d'abattage.

La quantité de maïs d'un seul gavage équivaldrait, pour un humain, à une ingestion subite de 10 kg de nourriture.

Pas de foie gras au salon alimentaire de Cologne

Les organisateurs de l'important salon alimentaire Anuga, qui se tiendra en octobre à Cologne en Allemagne, ont décidé d'interdire la présence de producteurs de foie gras ainsi que la dégustation de ce produit.

Cette mesure a suscité l'ire de Bruno Le Maire, Ministre de l'Agriculture français. Dans un courrier adressé à son homologue allemand, dont il sollicitait l'intervention auprès des organisateurs du salon, Bruno Le Maire écrivait :

« Il importe à la filière française du foie gras d'être présente dans un salon visité par de nombreux acheteurs, dans une période précédant les fêtes de fin d'année ». Sans quoi, le ministre menaçait de boycotter l'ouverture du salon.

Du côté des organisateurs, les gesticulations du ministre français n'émeuvent guère. « Nous pensons que le foie gras n'a plus sa place sur notre salon » a déclaré la chargée de communication. « Il est interdit d'en produire dans de nombreux pays. En Allemagne, mais aussi en Italie, Norvège, Argentine... Nous avons pris une décision très claire et nous comptons nous y tenir. Il n'y a pas de foie gras sans gavage. Or, nous ne cautionnons pas cette pratique ».

En réponse aux critiques allemandes, le ministre français affirmait : « La France applique rigoureusement toute la réglementation communautaire sur le bien-être animal », ce qui est un mensonge selon l'organisme français de protection des animaux L214 : Depuis le 1er janvier 2005, une recommandation du Conseil de l'Europe proscrit l'usage de cages individuelles pendant le gavage. Mais en France, les producteurs ont bénéficié d'un délai de cinq ans, puis dix ans pour se mettre aux normes. Selon L214, « Les cages individuelles sont utilisées dans 90% des élevages. La majorité de la production de foie gras en France est donc non conforme à la réglementation européenne ».



Statistiques des expériences sur les animaux en Suisse en 2010

Hausse des expérimentations animales et tests pour des cosmétiques

Selon les statistiques publiées le 5 juillet 2011 par l'Office vétérinaire fédéral (OVF), 761'675 animaux ont été utilisés dans des expériences en Suisse en 2010. Après la légère baisse de l'an passé, l'utilisation d'animaux repart à la hausse. En cause, des essais exécutés pour la production de volaille pour un total de 57'000 animaux.

417'007 rongeurs ont été utilisés (74%), ainsi que 738 chats et 3'102 chiens. Le bétail a également été inclus dans de nombreuses expériences, avec 3'896 bovins, 2'933 porcs, 1'272 chevaux et ânes, et 1'638 moutons et chèvres utilisés. 3'560 expériences étaient en cours de validité en 2010 et 1'197 nouvelles autorisations d'expérimentations animales ont été délivrées par les cantons, ce qui représente une augmentation de 14% par rapport à l'année précédente. 12 demandes d'expériences ont été refusées par les cantons. L'OVF indique aussi avoir fait recours contre l'une des 16 autorisations délivrées par le canton des Grisons, mais sans fournir d'explication. Etant donné la mollesse de l'OVF pour intervenir de façon contraignante, on imagine que l'expérience en question devait être particulièrement misérable.



Toujours plus d'animaux pour les universités

Comme chaque année, l'utilisation d'animaux augmente dans la recherche fondamentale et diminue dans la recherche appliquée.

Etant donné que 70% des financements publics attribués à l'expérimentation animale ne sert qu'à payer les salaires des chercheurs, et que ceux-ci trouvent toujours de quoi s'occuper, cela n'a rien d'étonnant. Tant pis si ces expériences provoquent des douleurs et souffrances inutiles aux animaux, tant pis si elles ne servent qu'à alimenter une pile de publications scientifiques inutiles et tant pis pour le contribuable qui paye le tout. Les barons de nos universités sont contents de leur excellent revenu et bon plan retraite, généreusement octroyés par l'université hôte. Celle-ci est aussi ravie d'abriter sous son toit toutes ces références scientifiques qui lui permettent de gravir les classements des meilleures universités. Et les progrès de la médecine dans tout ça ? Elle avance toujours. A grands pas de nain. En regard des centaines de millions dépensés chaque année par les universités suisses pour des expérimentations animales, c'est en soi un vrai scandale économique.

Tests pour un filtre solaire

Autre nouveauté, la Suisse teste à nouveau des produits cosmétiques. Bien que cette annonce soulève des questions légitimes quant à la pertinence des tests effectués, l'OVF se contente d'indiquer l'utilisation de 4 rongeurs « pour tester la toxicité d'un filtre UV entrant dans la composition d'un filtre solaire ». L'expérience aurait été autorisée car « la protection contre le rayonnement ultraviolet est un enjeu de santé publique. »

Nous avons interpellé l'OVF le 26 juillet 2011 sur son absence de transparence concernant ces expériences. Nous avons contesté que la protection des données puisse justifier son refus de fournir des informations plus complètes, que ceci était contraire aux art.36 LPA et 147 al.1 OPAn, puisqu'en ce cas, il n'était pas possible de savoir si les expériences autorisées étaient conformes à la législation sur la protection des animaux.

Nous avons également posé les questions suivantes :

- 1) Le nombre de 4 rongeurs pour tester la composition d'un filtre solaire est-il correct? Si non, combien d'animaux utilisés pour combien d'expériences?
- 2) En quelles gradations étaient ces expériences?
- 3) Dans quels cantons se sont déroulées ces expériences?
- 4) S'il s'agissait uniquement de tester la toxicité d'un filtre UV, cette expérience était-elle justifiée en regard des art.17 et 19 al.4 LPA ? En quoi ce filtre UV est différent ou d'un intérêt supérieur à ceux déjà commercialisés (art.137 al.b OPAn)?
- 5) L'expérience a-t-elle été préavisée favorablement par la commission sur l'expérimentation animale du canton concerné?

Usant et abusant de son habituelle langue de bois, l'OVF nous a répondu le 23 août suivant :

« Comme vous le savez, la législation suisse sur la protection des animaux est une des plus poussées au monde et le domaine de l'expérimentation animale est strictement réglementé. Chaque expérimentation est examinée par la commission cantonale. Les chercheurs doivent prouver que les bénéfices pour la société sont

plus importants que les souffrances infligées aux animaux lors des expériences (pesée d'intérêt). Une autorisation n'aurait donc pas été attribuée dans le cadre d'une étude « purement » cosmétique. Le fait que plusieurs instances soient impliquées dans la procédure d'autorisation, assure ce contrôle mutuel.

Concernant vos questions en particulier et comme déjà indiqué ci-dessus, vous retrouverez tous ces éléments de réponse sur notre site internet.

- 1) Oui ce sont bien 4 rats qui ont été testés.
- 2) l'expérience a eu un degré de gravité 2.
- 3) Cette expérience s'est déroulée dans le canton d'Argovie.
- 4) Cette expérience a été validée par les autorités compétentes avec possibilité de recours. Aussi, l'OVF considère que les conditions nécessaires étaient requises.

Notre politique n'a pas du tout changé et nous vous rendons encore attentif au fait que ce test n'est pas terminé, l'autorisation délivrée est valable jusqu'en 2013. Il faut donc s'attendre à l'utilisation d'autres rats en 2012 et 2013. »

Nous avons relancé l'OVF le 24 août :

« Vous ne répondez malheureusement pas à la question 4, laquelle est la plus importante. Ecrire que « cette expérience a été validée par les autorités compétentes avec possibilité de recours. Aussi, l'OVF considère que les conditions nécessaires étaient requises » n'apporte aucune information pertinente.

En mars 2010, le Tribunal pénal du canton de Soleure a condamné le Dr Pierre Bize pour ses expérimentations animales. L'instruction a démontré que tant l'ancienne collaboratrice de l'OVF Ursula Moser que les autorités soleuroises, avaient enfreint la législation en vigueur dans la délivrance au Dr Bize de son autorisation pour pratiquer des expériences.

De ce fait, vous comprendrez que nous ne sommes en rien rassurés ni convaincus sur la pertinence de l'autorisation délivrée pour ces tests de cosmétiques. En l'état, il n'est donc pas possible de savoir si ces expériences sont conformes à la législation (art.147 al.1 OPAn) comme nous le relevions dans notre courriel du 26 juillet passé.

Votre réponse est également assez décevante. Une fois de plus, l'OVF louvoie pour ne pas exprimer une position claire. Savoir en quoi le filtre testé est différent ou d'un intérêt supérieur à ceux déjà commer-

cialisés n'enfreint pas la protection des données. La question concerne l'évaluation et la pesée des intérêts de cette demande, et non des informations chimiques sur la substance testée ou l'entreprise mandataire de ces tests. De plus, l'OVF n'ayant pas fait recours contre l'autorisation délivrée par l'autorité argovienne, on peut penser qu'il soutient lui aussi l'évaluation de ce canton. L'OVF peut donc fournir les informations demandées.»

Nous avons donc renouvelé notre demande concernant la question 4 ainsi que la question 5.

A la lecture de la réponse de l'OVF, il n'est pas sûr du tout qu'une commission ait préavisé favorablement cette expérience. Ce qui ne présage rien de bon. Dossier à suivre.

Les statistiques complètes peuvent être consultées sur le site Internet de l'OVF à l'adresse suivante : www.tv-statistik.bvet.admin.ch



Genève - Tentative de réintroduction de la chasse dans le projet de nouvelle constitution

Publication du rapport de synthèse des prises de position

Nous avons publié dans notre journal du mois de mars 2011, un appel à nos membres genevois à prendre part à la procédure de consultation du 5 février au 25 mars 2011, concernant le projet de nouvelle constitution.

Alors que l'actuel texte¹ interdit la chasse depuis 1974 sur tout le territoire cantonal, la majorité politique représentée au sein de l'assemblée constituante avait voté la suppression de cette interdiction.

La synthèse des prises de position reçues dans le cadre de la procédure de consultation, intitulée « Consultation auprès de la population sur les travaux de la Constituante », a été publiée le 30 mai 2011. 437 personnes (sur un échantillonnage de 1000 choisies parmi la population), 44 députés, 310 institutions et associations et 1271 particuliers (participations spontanées) ont répondu dans les délais impartis, soit un total de 2062 prises de position.

Alors que l'article 153 concernant la suppression de l'interdiction totale de la chasse à Genève n'était pas mentionné parmi les 27 questions spécifiquement abordées, le rapport de synthèse indique qu'il s'agit du thème ayant recueilli le plus de prises de position des particuliers (spontanées et échantillon de population). Page 96 du rapport, on peut lire :

Article 153 Chasse

Organismes

L'article 153 a donné lieu à douze prises de position variées et antagonistes. En effet, un certain nombre d'organismes estime que cette disposition doit être remaniée sur la base de l'actuel article 178A de la constitution genevoise avec l'existence d'une commission spécialisée. La Fédération cynégétique genevoise relève quant à elle que l'article 153 ne signifierait pas un retour de la chasse et qu'il permettrait au législateur de légiférer au cas par cas. Un grand nombre de remarques font

état de la formulation large et insuffisante de l'expression « sauf exception » contenue dans l'article 153.

Particuliers

De très nombreux particuliers (une quarantaine) ont pris position sur la chasse. Un grand nombre s'est prononcé en défaveur de l'article 153, qui pour certains équivaut à un retour à la chasse dans le canton de Genève. La reprise de l'article 178A tel qu'il est contenu dans la constitution genevoise en vigueur est alors demandée. Deux particuliers font en revanche valoir que l'article 153 n'aurait pas comme conséquence la réintroduction de la chasse dans le canton de Genève. Enfin, certains particuliers, au même titre que les organismes, s'interrogent sur la portée de la notion « sauf exception ».

Chasseurs lucides

Détail piquant, dans sa prise de position, la fédération de chasse genevoise, visiblement assommée par les réactions négatives du public, minimise la possibilité de réintroduction de la chasse avec la formulation de l'article 153. Bien qu'elle manœuvre par tous les moyens possibles depuis 30 ans pour contourner l'interdiction².

Plus ridicule, elle déclare même sur son site internet ³ « notre société n'a à aucun moment demandé une réouverture pure et simple de la chasse, ceci par respect (sic!) envers le résultat de la votation de mai 1974, instaurant la fin de la chasse populaire, malgré divers articles des anti-chasse dans la presse locale supputant que nous souhaitons obtenir la réouverture de la chasse « par la bande ».

Des chasseurs qui ne veulent plus chasser, donc. On aura tout vu.

Merci à tous ceux qui se sont manifestés pour le maintien de l'actuel article constitutionnel 178a

Suite à la distribution et la mise en ligne d'un dossier sur la situation actuelle de la gestion de la faune genevoise, puis de la diffusion d'un tous ménages aux habitants du canton de Genève, nous avons reçu de nombreux messages de soutien à notre action. Plusieurs membres de l'assemblée constituante nous ont également assuré vouloir changer leur vote et soutenir le maintien d'une stricte interdiction de la chasse.

Merci à toutes celles et tous ceux qui ont participé à la procédure de consultation

pour manifester le rejet du projet tel que présenté. La version finale de ce projet de nouvelle constitution devrait être soumise en votation populaire en 2012.

Sources :

¹ La chasse est interdite sur le territoire du canton de Genève depuis 1974, suite à une votation populaire ayant obtenu 72% d'avis favorables. L'article 178a, qui règle l'interdiction de la chasse dans l'actuelle constitution est rédigé comme suit :

Art. 178a Chasse

1. La chasse aux mammifères et oiseaux est interdite sous toutes ses formes sur l'ensemble du territoire du canton de Genève.

2. Le Conseil d'Etat peut, sur préavis d'une commission formée des représentants des associations protectrices des animaux et de la nature, lever l'interdiction pour assurer une sélection et un meilleur état sanitaire de la faune ou pour détruire les espèces nuisibles.

² http://lscv.ch/pages/news/retour_chasse_fr.html

³ <http://www.chassenature.ch/geneve/10601.htm>

News

Informations sur la suite donnée aux pétitions soutenues par la LSCV



Pétition contre les tests sur les animaux pour les produits cosmétiques

L'Union européenne devait être débarrassée de tout nouveau produit cosmétique testé sur les animaux à partir de 2013. Un récent rapport de la Commission européenne suggère de retarder de 10 ans cette interdiction totale. Instaurer une telle mesure signifierait que des milliers de lapins, souris, cochons d'inde et rats, seraient soumis jusqu'en 2023 à des expériences douloureuses, irritantes ou toxiques, pour permettre la production de produits de beauté.

Lancée par la coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE), la pétition vise à contrer le report de l'interdiction. Alors que l'exécution de tests sur les animaux pour les cosmétiques est majoritairement rejetée par la population, la récolte de signatures pour une pétition aura rarement été aussi laborieuse. Un objectif minimal de 100'000 signatures avait été fixé, ce qui est déjà peu pour l'ensemble de l'U.E. Fin août, la pétition ne totalisait encore qu'environ 95'000 signatures. La pétition a donc été prolongée jusqu'à fin septembre 2011. Une prolongation jusqu'en novembre (date à laquelle la Commission européenne doit décider du report de l'interdiction) n'est pas exclue. En ce cas, la prolongation sera indiquée sur la page d'accueil du site internet de la Ligue. **Plusieurs milliers de signatures ont déjà été collectées en Suisse et transmises à l'ECEA. Il est aussi possible de signer la pétition directement à l'adresse suivante :**

http://www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php?lang=swiss-french

Merci à toutes et tous pour votre aide

Pétition « La Suisse pour la chasse à la baleine ? NON ! »

Lancée par les organisations Sea Shepherd Switzerland et Swiss Cetacean Society (voir le journal de mars 2011), la pétition munie de 14'593 signatures a été remise le 14 juin 2011 lors d'un entretien avec M. Bruno Mainini de l'Office vétérinaire fédéral (OVF), lequel allait participer du 11 au 14 juillet 2011 à la 63^e session annuelle de la Commission baleinière internationale (CBI) à Saint-Héliier (Jersey) en tant que représentant de la Suisse.

A la suite de cet entretien, Sea Shepherd Switzerland et Swiss Cetacean Society ont été invités à formuler une proposition à l'attention de l'OVF.

Dans un communiqué, Sea Shepherd Switzerland et Swiss Cetacean Society remercient « *chaleureusement toutes celles et ceux, de tout âge, de toute la Suisse, qui se sont mobilisés pour les baleines, nous faisant parvenir chaque jour leurs pétitions et signatures collectées.* »

A notre tour, nous remercions plus particulièrement tous les membres de la Ligue qui se sont donné la peine de collecter des signatures. Bien que cette pétition n'ait pas été publiée dans notre journal en raison d'un manque de place, vous avez été nombreux à nous demander par téléphone de vous envoyer des feuilles de signatures ou à télécharger la pétition directement depuis notre site internet.

Pétition contre la consommation de cuisses de grenouilles

« Non merci ! Pas dans mon assiette »

Il reste encore quelques semaines pour signer notre pétition avant qu'elle ne soit déposée à la Chancellerie fédérale en décembre prochain. Nous totalisons à ce jour 13'000 signatures et nous remercions toutes et tous les signataires. Notre objectif est d'atteindre 15'000 signatures, alors nous remercions par avance toutes celles et tous ceux qui ne l'ont pas encore signée de le faire dès que possible. Même les feuilles de signatures incomplètes peuvent nous être retournées, elles seront complétées lors de la tenue de stands.

Pétition « Pas d'importation de produits de phoques en Suisse »

Lancée en octobre 2010 par la Fondation Franz Weber et Ocean Care, la pétition (publiée dans le journal de décembre 2010) a été déposée à la Chancellerie fédérale le 21 juin 2011 munie de 97'000 signatures.

A l'exemple de l'Union européenne qui interdit depuis août 2010 l'importation de produits de phoques, la pétition demande que le Parlement suisse interdise à son tour « *toute importation, tout transit et tout commerce de produits dérivés de phoques issus de la chasse commerciale.* ». **L'interdiction des importations de produits de phoques de l'UE a réduit significativement le nombre d'animaux tués. 74'200 phoques ont été tués en 2009, 67'000 en 2010 et environ 38'000 au printemps 2011.**

Comme le démontre une vidéo¹ tournée au Canada en avril 2011, les directives de la loi sur la chasse aux phoques ne sont pas respectées et l'abattage des phoques se déroule sans contrôle des autorités. Les images choquantes montrent des animaux blessés par balles sur la banquise, empalés depuis les bateaux par des chasseurs munis de longs crochets, avant d'être hissés encore conscients sur le pont des navires. Ils sont ensuite abattus à coups de gourdin.



Le conseiller national Oscar Freysinger a déposé le 16 juin 2011 une motion (11.3635) portant le titre « *Interdiction d'importer des produits dérivés du phoque* », soutenue par 30 parlementaires de tout milieu politique.

¹ <http://www.youtube.com/user/FondationFranzWeber1#p/u/0/bH9d8khaBuQ>

Bus itinérant LSCV



Depuis mars 2011, un bus de la Ligue se déplace dans toute la Suisse pour tenir des stands d'information. Le planning et l'organisation des stands sont pris en charge par Achim Z'Brun.

Pour connaître les dates et lieux des prochains stands, vous pouvez consulter notre site internet à la page « Actions » ou contacter directement le bureau de la Ligue. Un calendrier mentionnant les dates et lieux des prochains stands est aussi publié à chaque édition (trimestrielle) de notre journal. **N'hésitez pas à participer aux stands qui se déroulent dans votre région, Achim sera ravi de votre aide !** Si vous souhaitez qu'un stand se tienne près de chez vous, Achim se déplace aussi à la demande, pour autant que vous l'aidiez à tenir le stand. En ce cas, il suffit de l'appeler et de convenir d'une date. Achim se charge des démarches administratives (demande d'autorisation, émoluments etc.) et d'apporter le matériel. Achim réside en Valais, parle allemand et français.

Les prochains stands se dérouleront aux lieux et dates suivantes :

Samedi 8 octobre : Zoug

Samedi 15 et dimanche 16 octobre : Lausanne - ANIMALIA

Samedi 22 octobre : Baden

Lieux et dates des derniers stands tenus :

17 septembre 2011 : Soleure

3 septembre 2011 : Olten

27 août 2011 : Bienne

6 août 2011 : Thoun



17^e SALON DE L'ANIMAL DE COMPAGNIE
15 ET 16 OCTOBRE 2011 - BEAULIEU LAUSANNE

Samedi 15 et dimanche
16 octobre 2011

ANIMALIA

17^e Salon international d'animaux de compagnie

Lieu : Palais de Beaulieu, Lausanne (VD)

Heures d'ouverture : samedi et dimanche : 9h00 – 18h00

La LSCV sera présente à ce salon pour la cinquième année consécutive. Avec plus de 20'000 visiteurs, il s'agit de la plus importante exposition animalière en Suisse. Pour cette année, nous avons le projet de proposer un coin lecture, mettant à disposition du public des livres et revues sur le thème de la protection des animaux et de l'expérimentation animale. Nous sommes en train de réunir les ouvrages et espérons que tout sera prêt pour Animalia. Par la suite, un système de prêt de livres sera proposé au public depuis notre site internet, sur le même principe que le prêt de films en DVD actuellement disponible.

La Ligue dispose d'une vingtaine d'entrées gratuites pour le salon ANIMALIA. C'est avec plaisir que nous les transmettrons aux membres qui en feront la demande, dans la limite des entrées disponibles.

Diana Vaud - La loi, c'est pour les autres

L'ex-Président des chasseurs vaudois condamné

Suivi en octobre 2010 par une journaliste de la Radio suisse romande (RSR) alors qu'il participait à une battue avec trois autres chasseurs, le Président des chasseurs vaudois Jean-Louis Grivet recevait en pleine interview l'appel d'un de ses collègues auquel il indiquait sa position.



L'ordonnance fédérale sur la chasse prohibant l'utilisation d'appareils radio-émetteurs pour rabattre du gibier, plainte est alors déposée par la Fondation MART (Mouvement pour les animaux et le respect de la Terre) à la préfecture du Jura Nord vaudois. «*Si l'utilisation de téléphones est autorisée dans des cas extrêmement limités, elle est strictement interdite pour commenter la chasse, et en particulier pour rabattre du gibier. Utiliser de tels moyens techniques est un bon moyen de s'assurer que l'animal n'échappera pas à ses poursuivants. On ne lui laisse ainsi aucune chance.*» rappelait un membre de MART.

Jean-Louis Grivet avait tenté de se défendre en prétendant avoir organisé un « simulacre » de partie de chasse, « pour montrer des animaux » à la journaliste. Comme dans un safari pour touristes, en quelque sorte. Condamné à une amende de Fr 50.- (le minimum prévu par la loi), le chasseur avait fait recours. De son côté, MART avait aussi interpellé le Ministère public en raison du faible montant de l'amende.

L'amende a été confirmée en août 2011. Le Ministère public ne fera pas recours, Jean-Louis Grivet non plus. «*Quand on voit les problèmes que connaît notre société, perdre du temps avec des gamineries pareilles, ça me fait mal!*», se lamentait Jean-Louis Grivet, préférant que la loi s'applique aux autres et qu'on le laisse abattre le gibier comme bon lui semble. Selon lui, l'utilisation de portables serait monnaie courante. «*A ce moment-là, vous pouvez dénoncer tous les chasseurs vaudois*» déclarait-il. Ce qui en dit long sur l'éthique de cette fédération.

Président de la fédération de chasse vaudoise, Jean-Louis Grivet (qui a aujourd'hui quitté ses fonctions) avait déjà été dénoncé en 2005 pour n'avoir pas déclaré la prise de deux chevreuils au Service de conservation de la faune. D'abord sévèrement amendé, il n'avait finalement écopé que d'un simple avertissement suite à l'intervention de Charles-Louis Rochat, alors conseiller d'Etat.

Des staphylocoques dans 47% de la viande américaine

Une récente étude du Transnational Genomics Research Institute relevait la contamination moyenne par des staphylocoques de 47% des stocks de viandes à travers le pays. Dans la moitié des cas, il s'agissait de souches de staphylococcus aureus résistantes aux antibiotiques.

L'origine des prélèvements, issus de 136 variétés de viandes de bœuf, porc, poulet et dinde, provenant de 26 magasins de cinq grandes villes américaines, excluait que la contamination puisse provenir durant la phase de conditionnement ou transport de la viande.

La contamination proviendrait des animaux eux-mêmes, en raison des distributions d'antibiotiques dans les élevages intensifs, en vue d'accélérer le développement des animaux tout en limitant les risques d'infection. La distribution quotidienne d'antibiotiques est connue pour favoriser l'apparition de souches bactériennes résistantes, et pose particulièrement problème dans le cas du staphylocoque doré. A l'origine d'infections locales et généralisées, il peut être mortel dans le cas d'une septicémie non endiguée. Les antibiotiques constituent alors le principal traitement. Le problème est que les souches résistantes découvertes dans un quart des prélèvements se montrent insensibles aux antibiotiques classiques, comme la tétracycline, l'ampicilline, la pénicilline ou l'érythromycine, mais aussi pour quelques-unes à des antibiotiques moins conventionnels comme la vancomycine, la daptomycine ou encore les fluoroquinolones.

Poulet américain à l'eau de javel

A la lecture de cette étude, on se rappelle le litige entre les Etats-Unis et l'Europe, lorsque les premiers faisaient le forcing pour que l'UE distribue à nouveau sur son territoire, les poulets américains désinfectés dans un bain à base de chlore après leur abattage.

Bannis depuis 1997, pour des raisons de santé publique, cette disposition était vivement contestée par le gouvernement américain qui menaçait l'U.E. de mesures de rétorsion.

Conseiller du président George W. Bush pour les questions économiques, Allan Hubbard déclarait en 2007 à l'issue d'une réunion avec ses homologues européens : « Cela doit être une énorme frustration pour les consommateurs en Europe parce qu'il s'avère que nos poulets sont plus sûrs que les poulets européens ».

Malgré l'opposition de 21 des 27 ministres européens de l'Agriculture, la Commission européenne avait fini par autoriser en 2008, le retour des poulets américains javellisés, conformément à une promesse faite à Washington quelques mois plus tôt par le commissaire européen à l'Industrie Günter Verheugen.

Au final, les consommateurs européens ingurgitent des poulets américains annoncés « propres », alors qu'une moitié de ceux-ci sont des cultures de germes sur pattes.



Revue de presse

Suisse - 18 juin 2011

Il chasse des oiseaux d'eau, il tue un promeneur

Un homme qui tirait sur des foulques dans un étang à Hauptwil (TH) a abattu un promeneur de 29 ans. Malgré l'intervention de la Rega, l'homme est décédé sur place.

Pays-Bas

Interdiction des abattages rituels d'animaux sans étourdissement

Après la Suède, le Luxembourg, la Norvège et la Suisse, les Pays-Bas ont à leur tour interdit (par 116 voix contre 30) l'abattage rituel, sans étourdissement préalable des animaux.

Catalogne - Espagne

Heureuse agonie de la Monumental

Dimanche 10 juillet 2011, les arènes barcelonaises de la Monumental - à moitié vides - ont vraisemblablement massacré leurs derniers taureaux. Après que le Parlement catalan ait confirmé quatre jours plus tôt, par 112 voix contre 20, l'interdiction de la corrida édictée par ce même Parlement en juillet 2010, la joyeuse mort des corridas est agendée au 1^{er} janvier 2012.



France - 3 juillet 2011

Olé!

Cours de taumachie dans les arènes de Lutèce, avec de vraies épées ! L'animateur a été arrêté par la police pour « armes par destination ». La police s'était préalablement déplacée à la demande des organisateurs, ulcérés par la présence d'une trentaine de bruyants manifestants anti-corrida.

IMPRESSUM Ligue Suisse contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette** : LSCV **Impression** : Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm²

Comité de rédaction : Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Adresse Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.**

T 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - **admin@lscv.ch** - **www.lscv.ch** - **Cotisation annuelle des Membres** : Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Pétition

Pour l'abolition de la chasse à Neuchâtel

«La chasse est toujours une forme de guerre» **Goethe**

«La chasse est le moyen le plus sûr pour supprimer les sentiments des hommes envers les créatures qui les entourent.» **Voltaire**

«La guerre, c'est comme la chasse, sauf qu'à la guerre les lapins tirent.»
Charles de Gaulle

«Le devoir le plus élevé pour un homme est de soustraire les animaux à la cruauté.» **Emile Zola**



Chasse à Neuchâtel. Photo publiée le 26 octobre 2010 dans le quotidien l'Express

La chasse est éthiquement condamnable : un loisir consistant à tuer des animaux n'est pas acceptable. Elle est source d'insécurité et gêne (voire empêche) les autres utilisateurs d'effectuer leurs loisirs pacifiques.

La chasse pourrait être remplacée par d'autres activités, pacifiques et ouvertes à tous. Le tourisme basé sur l'observation respectueuse de la faune pourrait être développé et générerait une économie bien plus importante que la chasse. D'ailleurs, des gîtes de randonnées ne fonctionnent pas en période de chasse, les chasseurs faisant fuir les visiteurs. Le vrai plaisir est celui d'observer, d'admirer, de protéger ou de photographier l'animal, non pas de s'empresse de le tuer.

Les personnes soussignées souhaitent exclure « l'exploitation des populations de gibier » du but de la loi cantonale sur la faune sauvage du 7 février 1995, par l'introduction dans la loi de la notion d'interdiction générale de la chasse. Elles sont toutefois conscientes de la nécessité du maintien d'un équilibre entre les espèces et d'une harmonie avec leur milieu naturel, raison pour laquelle l'élimination d'animaux devrait intervenir uniquement lorsque les autres solutions se montrent insuffisantes. Merci de soutenir la campagne pour la reconnaissance d'une faune sauvage libre !

	Nom, prénom	Adresse complète	Année de naissance	Signature
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

Lancement de la pétition : Août 2011. Peuvent signer une pétition : Toute personne sans distinction d'adresse, nationalité ou âge. Pour le retour des pétitions ou pour en obtenir des exemplaires supplémentaires : LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex • admin@lscv.ch

Editorial

Liebe Mitglieder

Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Verschiedene Aktionen, die im Schweizer Parlament zugunsten der Tiere lanciert wurden, werden Schlag auf Schlag von unseren politischen Vertreterinnen und Vertretern zunichte gemacht. Dabei handelt es sich in keiner Weise um missbräuchliche Aktionen oder solche, die weniger wichtige Themen betreffen.

Die parlamentarische Initiative der Aargauer Nationalrätin Pascale Bruderer (siehe S. 14) forderte, den Import von Fellen und Pelzen misshandelter Tiere zu verbieten.

Wer könnte schon die Haltung und Tötung misshandelter Tiere unterstützen, wie sie beispielsweise in gewissen asiatischen Züchtungen festzustellen ist?

Trotzdem lehnte es die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerates mit 6 zu 3 Stimmen ab, eine Weiterführung dieser parlamentarischen Initiative zu ermöglichen. Einige Monate zuvor hatten sich bei der Abstimmung des Nationalrates 64 Parlamentarierinnen und Parlamentarier ebenfalls dagegen ausgesprochen. Wie können Menschen, die selber Angst und Schmerzen empfinden, den Leiden dieser Tiere, die in winzigen Käfigen eingeschlossen sind, mit Stockhieben zu Tode geschlagen und manchmal sogar lebendig in Stücke zerrissen werden, so unempfindlich gegenüberstehen?

Im Gegenzug scheinen die Jagdkreise unter der Bundeskuppel recht gut vertreten zu sein. Alleine im Jahr 2010 wurden im National- und Ständerat nicht weniger als vier Motionen eingereicht. Diese zielten darauf ab, das Abschliessen von Wölfen, Luchsen und Bären zu erlauben, und erteilten dem Bundesrat „den Befehl“, allenfalls die Berner Konvention (Übereinkommen vom 19. September 1979 über die Erhaltung der europäischen wildlebenden Pflanzen und Tiere und ihrer natürlichen Lebensräume, von 48 Ländern unterzeichnet) aufzulösen.

Im Übrigen trat der Bundesrat auf die eingereichten Motionen ein und beauftragte das Bundesamt für Umwelt (BAFU) damit, die Jagdverordnung (JSV) entsprechend abzuändern. Der Änderungsentwurf, der vom 18. April bis am 15. Juli in die Vernehmlassung geschickt wurde, jagt einem kalte Schauer den Rücken herunter. Man könnte meinen, die Jagdverbände hätten ihn selber formuliert. Geschützte Tiere wie Biber sollen einfach abgeschossen werden können. Sollte jedoch ein Luchs Rehe töten, was auf den ersten Blick als normal erscheint, da sich dieser ja irgendwie ernähren muss, kann er auch beseitigt werden. Für die Jagdfreude gilt er nämlich als schädlich. Für das BAFU geht es darum, « *das Recht der Kantone auf eine ausgewogene Jagdanwendung zu gewährleisten* ».

Wir fochten den Entwurf vehement an und teilten unseren Standpunkt¹ dem BAFU am 4. Juli 2011 mit. Da der Entwurf auch Bestimmungen enthält, die dem Jagdgesetz widersprechen, prüfen wir Rekursmöglichkeiten, falls die Revision der Jagschutzverordnung (JSV) tatsächlich so verfasst werden sollte.

Nichtsdestotrotz sind wir uns bewusst, dass ein solcher Entwurf ohne eine derart starke Vertretung der Jäger im Parlament niemals zustande gekommen wäre.

Am 23. Oktober wird das Eidgenössische Parlament neu gewählt. Um die Wahl von Kandidatinnen und Kandidaten zu unterstützen, die sich für den Tierschutz einsetzen, zählt jede einzelne Stimme. Solche Politikerinnen und Politiker finden sich in jeder Partei. Es genügt, sich über ihre abgegebenen Stellungnahmen zu informieren. Für die bestehenden Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die sich der Wiederwahl stellen, konsultieren Sie die Tabelle auf S. 30 und 31.

Wir hoffen, demnächst über ein Parlament zu verfügen, welches für die Leiden von Mensch und Tier ein offenes Ohr hat und aus Politikerinnen und Politikern besteht, die nicht nur ihre Eigeninteressen verfolgen.

Ihnen allen danken wir für Ihre Unterstützung und Ihren Einsatz.

Freundliche Grüsse

Der Vorstand

¹ Aus Platzmangel in dieser Ausgabe erscheinen das Protokoll zur revidierten Jagdverordnung und unsere Stellungnahme in der Dezemberausgabe 2011 unserer Zeitung.

Eidgenössische Wahlen vom 23. Oktober 2011

Wir sind auf Abgeordnete angewiesen, welche sich für

Am 23. Oktober wählen die 20 Kantone und 6 Halbkantone der Schweiz die 200 Abgeordneten des Nationalrates (NR) und die 46 Abgeordneten des Ständerates (SR). Diese bilden die Bundesversammlung und somit das Schweizer Parlament.

Ohne die Unterstützung der Parlamentarierinnen und Parlamentarier ist keine grössere Aktion oder Entwicklung im Sinne des Tierschutzes möglich. Nur sie können in einer der beiden Kammern Vorstösse (Motionen, parlamentarische Initiativen, Interventionen) einreichen.

Mit Ausnahme der im Juli 2010 lancierten neuen Tierpartei Schweiz (TPS) gibt es keine Partei, die sich für den Tierschutz einsetzt. Die meisten verfügen aber über Kandidatinnen und Kandidaten, die ein offenes Ohr für entsprechende Anliegen haben. Somit ist es wichtig, diese zu unterstützen, aber auch diejenigen von der Liste zu streichen, die für ihre Aktionen gegen den Tierschutz bekannt sind.

Funktionsweise des Parlaments

Unser Parlament besteht aus zwei Kammern: dem Nationalrat mit 200 Mitgliedern und dem Ständerat mit 46 Mitgliedern. National- und Ständerat tagen separat. Sie verfügen über die gleichen Kompetenzen. Für die Beschlüsse der Bundesversammlung ist aber die Zustimmung beider Räte erforderlich.

Somit ist ein vom Nationalrat eingereichtes und bewilligtes Geschäft (z.B. eine Motion, die auf ein Verbot von Robbenfellen abzielt) auch vom Ständerat zu bewilligen, um umgesetzt werden zu können. Lehnt der Ständerat den Vorstoss ab, geht dieser zum Nationalrat zurück, der ihn ändern, aufheben oder unverändert wieder dem Ständerat zukommen lassen kann. Wenn der Ständerat den Vorstoss ein zweites Mal ablehnt, gilt dieser als endgültig begraben.

Somit ist es wichtig, über Parlamentarierinnen und Parlamentarier zu verfügen, die sich in beiden Räten für den Tierschutz aussprechen und entsprechend abstimmen. Derzeit reicht der Nationalrat nämlich regelmässig Vorstösse zugunsten der Tiere ein. Ebenso regelmässig werden diese aber vom Ständerat abgelehnt.

Nationalrat

Der Nationalrat, dem Politikerinnen und Politiker angehören, welche sich für den Tierschutz einsetzen, hat viele Vorstösse eingereicht. Mit 8 eingereichten (darunter 5, welche Tierversuche und ihre Finanzierung durch die öffentliche Hand betreffen) und 9 unterstützten Vorstössen ist die Grüne **Maya Graf** die aktivste Tierschützerin im Parlament. Dicht auf den Fersen folgen ihr die Grünliberale **Tiana Angelina Moser** (ZH) und die SP-Politikerin **Pascale Bruderer** (AG).

Zahlreiche weitere Parlamentarierinnen und Parlamentarier setzen sich ebenfalls für die Tiere ein. Dazu gehören Geri Müller (Grüne/AG), Doris Stump (SP/AG), Anita Lachenmeier-Thüring (Grüne/BS), Therese Frösch und Franziska Teuscher (Grüne/BE), Margret Kiener Nellen (SP/BE), Marie-Thérèse Weber-Gobet (CSP/FR), Antonio

die Anliegen der Tiere einsetzen

Hodgers und Ueli Leuenberger (Grüne/GE), Francine John-Calame (Grüne/NE), Joseph Lang (SGA/ZG), Louis Schelbert (Grüne/LU), Brigit Wyss (Grüne/SO), Yvonne Gilli (Grüne/SG), Christian van Singer und Adèle Thorens Goumaz (Grüne/VD), Marlies Bänziger, Mario Fehr, Chantal Galladé und Daniel Jositsch (SP/ZH), Bastien Girod und Katharina Prelicz-Huber (Grüne/ZH), Martin Bäumle und Thomas Weibel (GPL/ZH).

Ständerat

Im Gegensatz zum Nationalrat scheint der Ständerat nur Politikerinnen und Politiker zu umfassen, die den Anliegen der Tiere gleichgültig gegenüber stehen. Die Protokolle der Kommissionssitzungen sorgen mit den darin festgehaltenen Äusserungen für Konsternation. In diesem erlesenen Rat, in dem hochgestochene Diskussionen geführt werden, macht man sich im Allgemeinen über den Tierschutz lustig. Allerhöchstens wird ein Tierschutzprojekt dann unterstützt, wenn „das Volk“ über das Gegenteil entrüstet sein könnte und eine Wiederwahl gefährdet wäre. Mit Ausnahme der SP-Politikerin Anita Fetz (BS) verdient derzeit kein Ständeratsmitglied die Stimme von Tierschützerinnen und Tierschützern. Wir hoffen vielmehr, dass Christine Egerszegi-Obrist (AG) und Anne Seydoux-Christe (JU) nicht mehr gewählt werden. Beide setzen sich für Tierversuche ein.

Die vollständige Klassifizierung der 246 Parlamentarierinnen und Parlamentarier ist in Tabellenform auf S. 30 und 31 der Zeitung aufgeführt.



Tierpartei Schweiz

In Hinblick auf die Eidgenössischen Wahlen vom 23. Oktober 2011 reichte die TPS in verschiedenen Kantonen Listen ein. Bitte unterstützen Sie die Kandidatinnen und Kandidaten in Ihrem Kanton, die sich auch für den Tierschutz engagieren. Wir sind auf Ansprechpartner in National- und Ständerat angewiesen.

Listen, welche die TPS eingereicht hat

Bern, 4 Kandidaten, Liste Nr. 18 - **Luzern**, 5 Kandidaten, Liste Nr. 18
Solothurn, 6 Kandidaten, Liste Nr. 19 - **Zürich**, 12 Kandidaten, Liste Nr. 9

Tierpartei Schweiz (TPS), Luzernerstrasse 91, 5630 Muri AG
T: 044 760 50 42 - info@tierpartei.ch - www.tierpartei.ch

Analyse der Stimmen sowie der unterstützten oder eingereichten Vorstösse

Die Klassifizierung der Parlamentarierinnen und Parlamentarier erfolgte nach Analyse der Geschäfte (Initiative, Motion, Interpellation usw.), welche die Politikerinnen und Politiker im Tierschutzbereich (Schutz, Zucht, Jagd usw.) hauptsächlich während der Legislaturperiode 2007 – 2011 unterstützt hatten.

Wir konsultierten auch das Interessenregister (Organ, in dem sie eine Rolle spielen, z.B. Verbände, Unternehmen usw.) aller Parlamentarierinnen und Parlamentarier sowie die Protokolle der Kommissionssitzungen und berücksichtigten die Stellungnahmen. Die Klassifizierung erfolgte ausschliesslich mit dem Ziel, festzustellen, welche Parlamentarierinnen und Parlamentarier den Tierschutz unterstützten. Die po-

Derzeit gewählte Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die sich für die Legislaturperiode 2012 – 2015 bewerben

Folgende Politikerinnen und Politiker unterstützen den Tierschutz:

(Die Parlamentarier und Parlamentarierinnen der Welschschweizer Kantone und des Tessins sind auf den Seiten 3 und 22 erwähnt)

<p>Aargau Pascale Bruderer (SP), NR Geri Müller (Grüne), NR Max Chopard-Acklin (SP), NR</p> <p>Basel-Land Maya Graf (Grüne), NR Susanne Leutenegger-Oberholzer (SP), NR</p> <p>Basel-Stadt Anita Fetz (SP), SR Beat Jans (SP), NR Anita Lachenmeier-Thüring (Grüne), NR Silvia Schenker (SP), NR</p> <p>Bern Evi Allemann (SP), NR Alec von Graffenried (Grüne), NR Margret Kiener Nellen (SP), NR Franziska Teuscher (Grüne), NR Hans Stöckli (SP), NR Marianne Streiff-Feller (EVP), NR Ursula Wyss (SP), NR</p>	<p>Freiburg Jean-François Steiert (SP), NR Marie-Thérèse Weber-Gobet (CSP), NR</p> <p>Graubünden Andrea Hämmerle (CVP), NR</p> <p>Luzern Louis Schelbert (Grüne), NR</p> <p>St. Gallen Hildegard Fässler-Osterwalder (SP), NR Yvonne Gilli (Grüne), NR</p> <p>Schaffhausen Hans-Jürg Fehr (SP), NR</p> <p>Schwyz Andy Tschümperlin (SP), NR</p> <p>Solothurn Brigit Wyss (Grüne), NR Bea Heim (SP), NR</p> <p>Thurgau Edith Graf-Litscher (SP), NR</p>	<p>Zug Josef Lang (SGA), NR</p> <p>Zürich Marlies Bänziger (Grüne), NR Martin Bäumle (GPL), NR Jaqueline Fehr (SP), NR Doris Fiala (PRD), NR Chantal Galladé (SP), NR Bastien Girod (Grüne), NR Andreas Gross (SP), NR Maja Ingold (EVP), NR Tiana Angelina Moser (GPL), NR Daniel Jositsch (SP), NR Katharina Prelicz-Huber (Grüne), NR Kathy Ricklin (CVP), NR Barbara Schmid-Federer (CVP), NR Daniel Vischer (Grüne), NR Thomas Weibel (GPL), NR</p>
--	--	--

Folgende Politikerinnen und Politiker sprechen sich für Tierversuche oder klar gegen den Tierschutz aus:

<p>Aargau Corina Eichenberger-Walther (PRD), NR Christine Egerszegi-Obrist (CVP), SR Ruth Humbel Näf (CVP), NR</p> <p>Bern Andreas Brönnimann (EDU), NR Hans Grunder (BPD), NR Rudolf Joder (SVP), NR Christa Markwalder (FDP), NR Simon Schenk (SVP), NR Eric von Siebenthal (SVP), NR Hansruedi Wandfluh (SVP), NR</p> <p>Freiburg Jean-François Rime (SVP), NR</p> <p>Graubünden Theo Maissen (CVP), SR</p>	<p>Luzern Yvette Estermann (SVP), NR Josef Kunz (SVP), NR Ruedi Lustenberger (CVP), NR Felix Müri (SVP), NR Pius Segmüller (SVP), NR Georges Theiler (FDP), NR</p> <p>Nidwalden Edi Engelberger (FDP), NR</p> <p>Obwalden Christoph von Rotz (SVP), NR</p> <p>St. Gallen Elmar Bigger (SVP), NR Erica Forster (FDP), SR Thomas Müller (CVP), NR Walter Müller (FDP), NR</p> <p>Schwyz Pirmin Schwander (SVP), NR</p>	<p>Solothurn Elvira Bader (CVP), NR Rolf Büttiker (FDP), SR</p> <p>Thurgau Werner Messmer (FDP), NR</p> <p>Uri Gabi Huber (FDP), NR</p> <p>Zug Marcel Scherer (SVP), NR Gerhard Pfister (CVP), NR</p> <p>Zürich Max Binder (SVP), NR Toni Bortoluzzi (SVP), NR Markus Hutter (FDP), NR Hans Kaufmann (SVP), NR Filippo Leutenegger (FDP), NR Christoph Mörgeli (SVP), NR Ruedi Noser (FDP), NR Natalie Rickli (SVP), NR Ulrich Schlüer (SVP), NR</p>
--	---	---

litische Zugehörigkeit oder die Stellungnahme in einem anderen Bereich wurden nicht berücksichtigt.

All diese Informationen sind auf der Website des Eidgenössischen Parlaments veröffentlicht (www.parlament.ch) und können dort eingesehen werden. Eine Suche erfolgt ausgehend von der Nummer des Geschäfts, z. B. Nr. 09.428 für die parlamentarische Initiative der Nationalrätin Pascal Bruderer „Importverbot für tierquälerisch hergestellte Pelzprodukte“. Ausgehend von dieser Suche ist es möglich, die Entwicklung des eingereichten Geschäfts zu verfolgen: Annahme oder Ablehnung durch die zuständige Kommission der beiden Kammern, Sitzungsprotokolle usw.

Die wichtigsten konsultierten Geschäfte tragen folgende Nummern (die beiden ersten Zahlen geben das Einreichungsjahr an): 11.5267, 11.3664, 11.3635, 11.3499, 11.1034, 10.3775, 10.5474, 10.4104, 10.4010, 10.3605, 10.3576, 10.3575, 10.3264, 10.3098, 10.3008, 10.1010, 09.1084, 09.5420, 09.5013, 09.5010, 09.4290, 09.428, 09.4128, 09.4044, 09.3979, 09.3951, 09.3892, 09.3812, 09.3723, 09.3650, 09.3458, 08.3704, 08.3675, 08.3432, 08.3537, 08.3356, 08.3154, 08.3046, 08.2017, 08.036, 08.1058, 07.417, 07.3848, 07.3345, 07.3131, 07.1105, 06.464, 05.5268, 03.3149.

Curia vista – Parlamentarisches Geschäft

In Schweizer Geschäften sind auch weiterhin Felle und Pelze erhältlich, die von gequälten Tieren stammen

Die im April 2009 von der Aargauer Nationalrätin Pascal Bruderer eingereichte parlamentarische Initiative (09.428) forderte ein Importverbot für tierquälerisch hergestellte Pelzprodukte.



In ihrer Ausführung beruft sich die Initiative auf folgende Argumente:

« Eine industrielle Pelztierzucht ist kaum möglich, ohne dabei den Tieren unzumutbares Leid zuzufügen und gegen zentrale Tierschutzprinzipien zu verstossen. Diese Erkenntnis, die sich mehr und mehr auch international durchsetzt, wird durch breit abgestützte wissenschaftliche Untersuchungen belegt. In der Schweiz gibt es als Folge der Tierschutzbestimmungen schon seit fast dreissig Jahren keine kommerziellen Pelztierzuchten mehr.

Sowohl die üblichen Methoden der Pelztierjagd (Tellereisen, Schlingen- und Totschlagfallen bei Nerzen und Füchsen; Totschlaginstrumente bei Robben) als auch die Haltungsbedingungen in den kommerziellen Pelztierzuchtbetrieben verstossen gegen die schweizerische Tierschutzgesetzgebung, erfüllen den Tatbestand der Tierquälerei gemäss Artikel 26 TSchG und widersprechen den grundlegenden Wertvorstellungen der schweizerischen Bevölkerung. Die Tiere erleiden enorme Qualen, werden übermässig in ihrer Würde verletzt und an der Ausübung ihrer grundlegendsten Bedürfnisse gehindert. Immer wieder kommt es vor, dass Tiere vor der Tötung nur unzureichend oder gar nicht betäubt und bei lebendigem Leib gehäutet werden.

In Artikel 14 Absatz 1 TSchG ist die Kompetenz verankert, die Einfuhr von Tieren und Tierprodukten aus Gründen des Tier- oder Artenschutzes zu verbieten. Gestützt darauf ist ein Importverbot für Pelzprodukte zu erlassen, die tierquälerisch produziert wurden. Ein vorliegendes Rechtsgutachten zeigt auf, dass und inwiefern ein solches Einfuhrverbot mit den internationalen Verpflichtungen der Schweiz, insbesondere mit den Regeln der WTO, vereinbar ist.

Die Schweiz kennt bereits heute ein Einfuhrverbot für Hunde- und Katzenfelle (Art. 14 Abs. 2 TSchG). Dieses gilt es auszuweiten auf alle Felle bzw. Pelzprodukte, sofern sie von tierquälerisch gehaltenen, gefangenen oder getöteten Tieren stammen. Nur so kann verhindert werden, dass die Schweiz durch ihre inländische Nachfrage ausländische Produktionsformen fördert, die nicht nur gegen unsere Gesetzgebung verstossen, sondern auch von einer Mehrheit der Bevölkerung aus ethischen Gründen klar abgelehnt werden. »

Werdegang und Begrabung der Initiative

Die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates (WBK-N) befasste sich an ihrer Sitzung vom **18. Juni 2009** mit der Initiative. Mit 16 gegen 3 Stimmen beschloss sie, dieser Folge zu geben.

Am **12. November 2009** lehnte es die WBK-SR, die ihr Pendant im Ständerat darstellt, mit 7 gegen 4 Stimmen ab, der Initiative Folge zu geben. In der Folge schickte sie diese an den NR zurück. Am **19. August 2010** prüfte die WBK-N die Initiative erneut. Unter ihren Gegnern¹ befand sich auch Alice Glauser-Zufferey (VD). Diese drückte ihr Bedauern darüber aus, die Initiative in einem ersten Schritt unterstützt zu haben. Sie habe dies getan, « ohne die Risiken zu evaluieren, welche für die Pelzgeschäfte mit der Initiative verbunden sind. So etwas widerfährt den meisten Bürgerinnen und Bürgern, welche für die Schwächsten eintreten möchten. Das ist verständlich

und normal. Die Mehrheit reagiert jedoch oft zu rasch auf den Aktivismus und eine verschärfte Sensibilität bissiger Gruppen, die den Handel verbieten möchten. Die damit verbundene Tradition reicht bis in unsere Anfänge, bis zu altüberlieferten Berufen wie der Gerberei und Pelzverarbeitung zurück, die in unserem Land nicht ausgerottet werden dürfen. »

Offensichtlich war SwissFur, der Schweizer Pelz-Fachverband, eingeschritten. In einer Anhörung hatte es der Verband geschafft, die Köpfe gewisser Parlamentarierinnen und Parlamentarier mit frei erfundenen Informationen zu füllen, die vor allem seinen eigenen Interessen dienten. SwissFur behauptet, seine Lieferanten strengen Richtlinien zur Haltung und Tötung der Tiere zu unterstellen. Die Kriterien tönen sehr idyllisch. Nehmen wir einmal an, dies alles stimmt tatsächlich. Dann hat SwissFur trotzdem wohlweislich verschwiegen, dass der Verband nur rund fünfzig Pelzhändler und Fachgeschäfte umfasst und für den Handel in der Schweiz somit nicht repräsentativ ist. In einem Interview das Ivan Benjamin, Vizepräsident von SwissFur, dem Welschschweizer Fernsehen (TSR) im Jahr 2005 erteilte, musste er eingestehen, sein Verband habe « auf dem Schweizer Markt nur geringen Einfluss ». Dies gilt bis heute.

Trotz allem sprach sich die WBK-N mit 16 gegen 3 Stimmen bei 4 Enthaltungen dafür aus, der Initiative Folge zu geben. Am **1. Dezember 2010** schloss sich der Nationalrat mit 87 gegen 64 Stimmen bei 4 Enthaltungen dem Vorschlag seiner Kommission an.

Vor ihrer Umsetzung musste die Initiative noch von der zweiten Kammer des eidgenössischen Parlaments gutgeheissen werden. Somit gelangte sie ein zweites Mal vor die WBK-SR. Am **21. Februar 2011** lehnte diese sie mit 6 gegen 3 Stimmen bei 1 Enthaltung erneut ab.

Die Kommission begründete ihre Position wie folgt: « Ein Verbot, Felle und Pelze zu importieren, liess sich nicht mit den Zusagen vereinbaren, welche die Schweiz im Rahmen der mit der WHO getroffenen Abkommen gemacht hatte ». Eine Erklärung zur Herkunft der Pelze reiche aus, um die Konsumentinnen und Konsumenten über die Herkunft der Felle zu informieren.

Die WBK-NR zählte also gewissermassen auf das Gewissen der Pelztragenden, um sich von Mänteln abzuwenden, die von gequälten Tieren stammen. Auch wenn die Position der WBK-NR abscheulich ist, hat diese die Initiative damit den Bach heruntergeschickt. Einmal mehr ist es dem Ständerat gelungen, eine Bestimmung zu beseitigen, die unnötiges Leiden von Tieren verhindern würde.

¹ Alice Glauser-Zufferey (VD), Otto Ineichen (LU), Christoph Mörgeli (ZH), Felix Müri (LU), Ruedi Noser (ZH), Theophil Pfister (SG), Simon Schenk (BE)

Curia vista – Parlamentarisches Geschäft

Bundesrat für Beibehaltung der Jagd auf streunende Katzen

Am 17. Juni 2011 reichte der CVP-Politiker Luc Barthassat im Nationalrat die Motion (11.3664) „Grausame und unwirksame Jagd auf streunende Katzen verbieten“ ein. Diese wurde am 24. August vom Bundesrat abgelehnt.

Die Motion wurde eingereicht, nachdem der Verband SOS Chats Noiraigue (NE) mit einer von 12'000 Personen unterschriebenen Petition ein absolutes Verbot der Jagd auf streunende Katzen gefordert hatte.

In ihrer Ausführung wies die Motion darauf hin, im Jagdgesetz sei die Jagd während des ganzen Jahres erlaubt. „Doch ist die Zahl von Katzen, die von Schüssen verstümmelt wurden und Qualen erleiden müssen, die eines modernen und zivilisierten Landes unwürdig sind, sehr hoch. Oftmals findet die Jagd auch in städtischen Gebieten statt, was für die Sicherheit und die Ruhe der Einwohnerinnen und Einwohner eine Gefahr darstellt.“ In der Motion hiess es zudem, die Ersetzung des traditionellen Halsbandes durch den Mikrochip ermögliche es nicht mehr, Hauskatzen von „streunenden Katzen“ zu unterscheiden. Deshalb wäre es weit wirksamer und weniger grausam, die Tiere einzufangen und zu sterilisieren, um ihre Vermehrung zu verhindern. Zudem wurde angefügt, die verwilderte Hauskatze sei in Frankreich von der Liste der jagdbaren Arten entfernt worden.

In seiner Antwort streitet der Bundesrat ab, dass der Abschuss von verwilderten Hauskatzen häufig vorkommt. Gleichzeitig erklärt er, verwilderte Hauskatzen stellen „eine beachtliche Gefahr für Vögel, Feldhasen und Reptilien

dar.“ Er findet es einfacher, sie abzuschliessen statt einzufangen. Das Einfangen sei mit „einem unverhältnismässig grossen Aufwand und hohen Kosten“ verbunden. Schliesslich lässt er verlauten: „Der Bundesrat erachtet deshalb ein bundesrechtliches Verbot des Abschusses verwilderter Hauskatzen nicht als sinnvoll. Dieses würde einen unnötigen Übergriff in die kantonale Hoheit im Jagdbereich darstellen.“ Die Motion sollte demnächst von der zuständigen Kommission des Nationalrates behandelt werden. Wahrscheinlich ist damit zu rechnen, dass sie mit überwältigender Mehrheit abgelehnt wird.



Der Kiefer dieser Katze, die im Tierspital mittels Infusionen ernährt wird, muss fixiert werden. Das Tier hat noch Glück gehabt, dass es angeschossen ins Spital eingeliefert wurde. Jedes Jahr werden zahlreiche Katzen abgeschossen.



Der Verband JagdSchweiz beglückwünscht sich selber für die gute Zusammenarbeit «mit den acht aktiven Jägern im Parlament, welche dazu führte, dass die Interessen der Jagd auf nationaler Ebene erfolgreich vertreten werden konnten.»

Die während der letzten Legislaturperiode im Parlament sitzenden Jäger; von links nach rechts: Dominique Baettig (JU), Jean-François Rime (FR), Stéphane Rossini (VS), Christophe Darbellay (VS), Jean-René Fournier (VS), Martin Landolt (GL), Ruedi Lustenberger (LU), Tarzis Caviezel (GR).

Methoden zur Herstellung von Gänseleber

Bei der Gänseleber handelt es sich um das Organ von Gänsen oder Enten, die durch Überfütterung krank gemacht wurden. Diese Tiere werden mehrmals pro Tag mittels eines 20 bis 30 cm langen Metallrohrs gewaltsam gestopft, welches durch die Kehle bis zum Magen eingeführt wird. Während zwei bis drei Wochen nehmen die Tiere in wenigen Sekunden eine solche Maismenge auf, dass ihre Leber bis zehnmal grösser ist als normal. Viele Tiere sterben vor dem geplanten Schlachtdatum.

Die bei einem einzigen Stopfvorgang verwendete Maismenge würde bei einem Menschen einer Nahrungsaufnahme von 10 kg entsprechen.

Keine Gänsestopfleber an der Kölner Ernährungsmesse

Die Veranstalter der wichtigen Ernährungsmesse Anuga, die im Oktober in Köln stattfinden wird, haben beschlossen, die Anwesenheit der Hersteller von Gänsestopfleber sowie die Degustation dieses Produkts zu verbieten.

Die Massnahme erregte den Zorn des französischen Landwirtschaftsministers Bruno Le Maire. In einem Schreiben an seinen deutschen Amtskollegen, den er zu einem Einschreiten gegen die Veranstalter der Ernährungsmesse aufforderte, erklärte Bruno Le Maire: „Es ist für die französische Gänsestopfleberindustrie wichtig, vor den Festtagen am Jahresende an einer Messe anwesend zu sein, die zahlreiche Käufer besuchen.“ Sollte dies nicht möglich ein, werde er die Messeeröffnung boykottieren.

Die Organisatoren liessen sich durch die Drohungen des französischen Ministers nicht beeindrucken. „Unserer Ansicht nach hat die Gänsestopfleber an unserer Messe keinen Platz mehr“, erklärte die Kommunikationsbeauftragte. „Ihre Herstellung ist in zahlreichen Ländern verboten. Dies gilt für Deutschland, aber auch für Italien, Norwegen, Argentinien usw. Wir haben einen sehr klaren Entschluss gefasst und werden uns daran halten. Gänsestopfleber ohne Stopfen gibt es nicht. Wir unterstützen solche Praktiken nicht.“

Als Antwort auf die deutschen Kritiken behauptete der französische Minister: „Frankreich hält sich strikt an die EU-Regelung zum Wohl der Tiere.“ Die französische Tierschutzorganisation L214 erachtet dies aber als eine Lüge: Seit dem 1. Januar 2005 verbietet eine Empfehlung des Europarates die Verwendung von Einzelkäfigen während dem Stopfen. In Frankreich haben die Produzenten jedoch eine fünf- und anschliessend eine zehnjährige Frist genutzt, um sich den Normen anzupassen. Laut L214 „verwenden 90% der Züchter Einzelkäfige. Der Grossteil der Gänsestopfleberherstellung in Frankreich entspricht somit nicht der europäischen Regelung.“



Tierversuchsstatistiken in der Schweiz im Jahr 2010

Zunahme der **Tierversuche** und **Tests für Kosmetika**

Gemäss den Statistiken, die das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) am 5. Juli 2011 veröffentlichte, wurden bei Tierversuchen in der Schweiz im Jahr 2010 761'675 Tiere verwendet. Nach einem leichten Rückgang im Vorjahr werden wieder mehr Tiere verwendet. Zurückzuführen ist dies auf Versuche für die Geflügelproduktion, bei denen insgesamt 57'000 Tiere eingesetzt wurden.

Verwendet wurden 417'007 Nager (74 %) sowie 738 Katzen und 3'102 Hunde. Zahlreiche Versuche wurden auch an Vieh durchgeführt, wobei 3'896 Rinder, 2'933 Schweine, 1'272 Pferde und Esel sowie 1'638 Schafe und Ziegen eingesetzt wurden.

3'560 Versuche wurden im Jahr 2010 einer Validierung unterzogen. Die Kantone erteilten 1'197 neue Tierversuchsbewilligungen, was einer Zunahme von 14 % gegenüber dem Vorjahr entspricht. Insgesamt lehnten die Kantone zwölf Gesuche ab. Das BVET liess auch verlauten, gegen eine der sechzehn Bewilligungen des Kantons Graubünden Rekurs eingelegt zu haben, jedoch ohne entsprechende Erklärung. Angesichts der Laschheit des BVET, auf verpflichtende Weise zu intervenieren, ist zu vermuten, dass es sich dabei um einen besonders erbärmlichen Versuch handelte.



Immer mehr Tiere für die Universitäten

Wie jedes Jahr nimmt die Verwendung von Tieren in der Grundlagenforschung zu und ist in der angewandten Forschung rückläufig. Dies ist nicht weiter erstaunlich, dienen doch 70 % der öffentlichen Finanzen für Tierversuche ausschliesslich dazu, die Löhne der Forscher, die immer etwas zu tun finden, zu bezahlen. Dabei scheren sie sich keinen Deut darum, dass solche Versuche für die Tiere mit Schmerzen und unnötigen Leiden verbunden sind und nur dazu dienen, eine Vielzahl unnützer wissenschaftlicher Publikationen zu füllen. Egal ist ihnen auch, dass die Steuerzahler den Spass zu berappen haben. Unsere Universitätsbarone freuen sich über ihr tolles Einkommen und ihre gute Vorsorgeplanung, welche die Universitäten grosszügig gewähren. Diese sind stolz darauf, unter ihren Dächern solch wissenschaftlichen Koryphäen Unterkunft zu gewähren, die es ihnen erlauben, die Klassierungen der besten Universitäten hinaufzuklettern.

Stellt sich also die Frage, wie es denn in diesem Zusammenhang mit den medizinischen Fortschritten bestellt ist. Die Medizin schreitet stets voran – mit grossen Zwergenschritten. Angesichts der Hunderte von Millionen Franken, welche die Schweizer Universitäten jedes Jahr für Tierversuche ausgeben, stellt dies einen echten Wirtschaftsskandal dar!

Tests für einen Sonnenschutzfilter

Neu ist auch, dass die Schweiz wieder kosmetische Produkte testet. Diesbezüglich liegt die berechtigte Frage nahe, wie sachdienlich solche Tests sind. Das BVET begnügt sich jedoch damit, auf die Verwendung von vier Nagern hinzuweisen, „um die Toxizität eines UV-Filters zu testen, der den Bestandteil eines Sonnenschutzfilters bildet.“ Der Versuch war bewilligt worden, da „der Schutz gegen ul-

traviolette Strahlen ein Thema der öffentlichen Gesundheit darstellt.“

Am 26. Juli 2011 wandten wir uns mit einer E-Mail ans BVET, in der wir die fehlende Transparenz der Versuche bemängelten. Wir erklärten, unserer Ansicht nach lasse sich die Weigerung, vollständige Informationen zu liefern, nicht mit dem Datenschutz rechtfertigen. Sie stehe im Widerspruch zu Art. 36 TschG und Art. 146 Abs. 1 TSchV. Auf diese Weise könne nicht ermittelt werden, ob die Tierversuche dem Tierschutzgesetz entsprechen würden oder nicht.

Darüber hinaus stellten wir folgende Fragen:

- 1) Stimmt es, dass vier Nager verwendet wurden, um die Zusammensetzung eines Solarfilters zu testen? Wenn nicht, wie viele Tiere wurden dann für wie viele Versuche verwendet?
- 2) Unter welchem Schweregrad liefen diese Versuche?
- 3) In welchen Kantonen erfolgten sie?
- 4) Wenn es nur darum ging, die Toxizität eines UV-Filters zu testen, war der Versuch dann in Hinblick auf Art. 17 und Art. 19 Abs. 4 TSchG gerechtfertigt? Worin unterscheidet sich dieser UV-Filter oder weist er ein höheres Interesse im Vergleich zu denjenigen auf, die bereits im Handel sind (Art. 137 Abs. b TSchV)?
- 5) Erteilte die Kommission für Tierversuche des entsprechenden Kantons ein positives Gutachten?

In seiner üblichen Phrasendrescherei antwortete das BVET am 23. August wie folgt:

„Die Schweizer Tierschutzgesetzgebung gehört zu den weltweit fortgeschrittensten und der Tierschutzbereich ist streng geregelt. Jeder Versuch wird von einer kantonalen Kommission geprüft. Die Forscher müssen beweisen, dass die für die Gesellschaft damit verbundenen Vorteile grösser

sind als die Leiden, welche die Versuche für die Tiere mit sich bringen (Interessenabwägung). Im Rahmen einer „rein“ kosmetischen Studie wäre somit keine Bewilligung erteilt worden. Die Tatsache, dass verschiedene Instanzen am Bewilligungsverfahren beteiligt sind, gewährleistet die gegenseitige Kontrolle.

Bezüglich Ihrer Fragen im Besonderen und wie oben bereits erwähnt, finden Sie alle Antwortelemente auf unserer Website:

- 1) Ja, die Versuche wurden an vier Ratten durchgeführt.
- 2) Der Versuch wies den Schweregrad 2 auf.
- 3) Der Versuch fand im Kanton Aargau statt.
- 4) Der Versuch wurde von den zuständigen Behörden mit Rekursmöglichkeit validiert. Das BVET ist der Ansicht, die erforderlichen Bedingungen seien vorhanden.

Unsere Politik hat sich in keiner Weise geändert und wir möchten Sie zudem darauf aufmerksam machen, dass dieser Test nicht abgeschlossen ist. Die erteilte Bewilligung gilt bis 2013. Somit ist mit der Verwendung weiterer Ratten in den Jahren 2012 und 2013 zu rechnen.“

Am 24. August wandten wir uns erneut an das BVET:

„Leider beantworten Sie die Frage 4 nicht, welches die wichtigste ist. Ihre Aussage, „Der Versuch wurde von den zuständigen Behörden mit Rekursmöglichkeit validiert. Das BVET ist der Ansicht, die erforderlichen Bedingungen seien vorhanden,“ enthält keinerlei stichhaltige Information.“

Im März 2010 verurteilte das Strafgericht des Kantons Solothurn Dr. Pierre Bize wegen seinen Tierversuchen. Wie die Untersuchung zeigte, hatten sowohl Ursula Moser, die ehemalige Mitarbeiterin des BVET, als auch die Solothurner Behörden gegen die geltende Gesetzgebung verstossen, indem sie Dr. Bize ihre Bewilligung erteilten, Versuche durchzuführen. Deshalb werden Sie verstehen, dass wir weder

beruhigt noch überzeugt sind, dass die für diese Kosmetiktests erteilte Bewilligung sachdienlich ist. Wie wir in unserer E-Mail vom 26. Juli 2011 feststellten, lässt sich so nicht ermitteln, ob die Versuche der Gesetzgebung entsprechen (Art. 147 Abs. 1 TSchV).

Auch Ihre Antwort ist enttäuschend. Einmal mehr weicht das BVET aus, um nicht klar Stellung beziehen zu müssen. Die Auskunft, ob der getestete Filter anders oder von grösserem Interesse ist als diejenigen, die sich bereits im Handel befinden, verletzt den Datenschutz nicht. Die

Frage betrifft die Evaluation und die Interessenabwägung im Zusammenhang mit diesem Gesuch und nicht chemische Informationen zur getesteten Substanz oder zum Unternehmen, welches den Test in Auftrag gab. Da das BVET gegen die von der Aargauer Behörde erteilte Bewilligung keinen Rekurs eingelegt hat, kann man der Ansicht sein, es unterstütze das Gutachten dieses Kantons. Das BVET kann somit die geforderten Informationen erteilen."

In der Folge hakten wir bezüglich Frage 4 und 5 nach. Aus der Antwort des BVET lässt sich in

keiner Weise schliessen, dass eine Kommission zu diesem Versuch ein positives Gutachten erteilt hat. Dies lässt nichts Gutes erahnen. Fortsetzung folgt.

Die vollständigen Statistiken können auf der Website des BVET unter der Adresse www.tv-statistik.bvet.admin.ch konsultiert werden.



Herzlichen Dank all denjenigen, die sich für den Erhalt des bestehenden Verfassungsartikels 178a ausgesprochen haben
Vor einiger Zeit verbreiteten wir ein Dossier zur bestehenden Situation im Umgang mit der Genfer Fauna und schalteten dieses auch online. Darüber hinaus verteilten wir den Bewohnerinnen und Bewohnern des Kantons Genf entsprechende Flyer. In der Folge erhielten wir zahlreiche Kundgebungen, die unsere Aktion unterstützten. Verschiedene Mitglieder der konstituierenden Versammlung kündigten sogar an, anders abzustimmen und den Erhalt eines strikten Jagdverbots zu unterstützen.

Herzlichen Dank all denjenigen, die an der Vernehmlassung teilgenommen und sich für eine Ablehnung des bestehenden Entwurfs ausgesprochen haben. Die Schlussversion des Entwurfs zur neuen Verfassung soll 2012 zur Volksabstimmung gelangen.

Quellen:

¹ Die Jagd ist auf dem Gebiet des Kantons Genf seit 1974 verboten. Das Verbot geht auf eine Volksabstimmung zurück, bei der sich 72 % der Bevölkerung für ein solches Verbot aussprachen. Artikel 178a, der das Jagdverbot in der bestehenden Verfassung regelt, lautet wie folgt:

Art. 178a Jagd

1. Die Jagd auf Säugetiere und Vögel ist auf dem gesamten Gebiet des Kantons Genf in all ihren Formen verboten.
2. Auf Antrag einer Kommission, die aus Vertretern von Tier- und Naturschutzverbänden besteht, kann der Staatsrat das Verbot aufheben, um eine Selektion und einen besseren Gesundheitszustand der Fauna zu gewährleisten oder schädliche Arten zu zerstören.

² http://lscv.ch/pages/news/retour_chasse_fr.html

³ <http://www.chassenature.ch/geneve/10601.htm>

Genf – Versuch zur Wiedereinführung der Jagd in der neuen Verfassung

Bericht zur Zusammenfassung der verschiedenen Stellungnahmen veröffentlicht

In unserer Märzausgabe 2011 veröffentlichten wir einen Aufruf an unsere Genfer Mitglieder, am Vernehmlassungsverfahren zum neuen Verfassungsentwurf teilzunehmen. Dieses fand vom 5. Februar bis am 25. März 2011 statt.

Gemäss dem bestehenden Text¹ ist die Jagd seit 1974 auf dem gesamten Kantonsgebiet verboten. An der konstituierenden Versammlung sprach sich jedoch die Mehrheit für eine Aufhebung dieses Verbots auf.

Unter dem Titel «Vernehmlassung bei der Bevölkerung zu den Arbeiten der Verfassungsgeberin» (Consultation auprès de la population sur les travaux de la Constituante) wurde am 30. Mai 2011 eine Zusammenfassung der Stellungnahmen veröffentlicht, die im Rahmen der Vernehmlassung eingingen. Innerhalb der gesetzten Frist gingen 437 Antworten ein (bei einer Stichprobenauswahl von 1'000 Personen, die unter der Bevölkerung ausgewählt wurden). Darüber hinaus nahmen 44 Abgeordnete, 310 Institutionen und Verbände sowie 1'271 Privatpersonen Stellung. Insgesamt entspricht dies 2'062 Stellungnahmen.

Im Rahmen der 27 spezifischen Fragen wurde Artikel 153 zur Aufhebung des totalen Jagdverbotes in Genf nicht erwähnt. Wie der Synthesebericht jedoch zeigt, handelt es sich dabei um das Thema, zu dem am meisten Privatpersonen Stellung nahmen (spontane Stellungnahmen sowie Befragung der Bevölkerung). Auf S. 96 des Berichts ist Folgendes zu vernehmen:

Artikel 153 Jagd

Organisationen

Artikel 153 führte zu zwölf unterschiedlichen und widersprüchlichen Stellungnahmen. In der Tat ist eine gewisse Anzahl Organisationen der Ansicht, diese Bestimmung müsse ausgehend vom bestehenden Artikel 178A der Genfer Verfassung mit dem Bestehen einer Fachkommission überarbeitet werden. Der Genfer Jagdverband „Fédération cynégétique genevoise“ seinerseits ist der Ansicht, Artikel 153 bedeute keine Rückkehr zur Jagd

und erlaube es dem Gesetzgeber, von Fall zu Fall Gesetze zu erlassen. Bei einer Grosszahl der Bemerkungen wird festgestellt, die in Artikel 153 enthaltene Formulierung „Vorbehalt von Ausnahmen“ sei zu weit gefasst und unzureichend formuliert.

Privatpersonen

Zahlreiche Privatpersonen (rund vierzig) nahmen zur Jagd Stellung. Eine Grosszahl sprach sich gegen Art. 153 aus, der für einige eine Rückkehr der Jagd im Kanton Genf darstellt. In der Folge wird die Übernahme von Art. 178A gefordert, wie er in der geltenden Genfer Verfassung enthalten ist. Zwei Privatpersonen hoben hervor, Art. 153 habe keine Wiedereinführung der Jagd im Kanton Genf zur Folge. Verschiedene Privatpersonen sowie Organisationen fragen sich, was unter dem Begriff „unter Vorbehalt von Ausnahmen“ genau zu verstehen ist.

Klarsichtige Jäger

Ein pikantes Detail: In seiner Stellungnahme spielt der Genfer Jagdverband, dem die negativen Reaktionen der Öffentlichkeit sichtlich auf die Nerven gehen, die Möglichkeit einer Wiedereinführung der Jagd mit der Formulierung von Art. 153 herunter. In Tat und Wahrheit setzt er sich seit dreissig Jahren mit allen möglichen Mitteln dafür ein, das Verbot zu umgehen².

Die Erklärung auf seiner Website wirkt sogar schlichtweg lächerlich³: „Unsere Gesellschaft hat zu keinem Zeitpunkt eine einfache Wiedereröffnung der Jagd gefordert. Dies aus Respekt (sic!) vor dem Abstimmungsergebnis im Mai 1974, welcher der Volksjagd ein Ende setzte. Trotzdem liessen verschiedene Artikel in der lokalen Presse, die sich gegen die Jagd wandten, verlauten, indirekt würden wir eine Wiedereröffnung der Jagd anstreben.“

Jäger also, die nicht mehr jagen möchten. Wer's glaubt!

News

Informationen zum weiteren Verlauf der Petitionen, die von der SLG unterstützt werden



Petition gegen Tierversuche – keine an Tieren getestete Kosmetik

Ab 2013 sollten in der Europäischen Union keine neuen Kosmetikprodukte mehr zugelassen sein, die an Tieren getestet wurden. In einem neueren Bericht regt die Europäische Union dazu an, das Totalverbot solcher Versuche um zehn Jahre hinauszuschieben. Eine derartige Massnahme hätte zur Folge, dass Tausende von Kaninchen, Mäuse, Meerschweinchen und Ratten bis 2023 schmerzhaften, irritierenden oder toxischen Versuchen unterzogen würden, um die Herstellung von Schönheitsprodukten zu gewährleisten.

Die von der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) lancierte Petition richtet sich gegen eine Verschiebung dieses Verbots. Zwar lehnt die Bevölkerung Tierversuche für Kosmetik mehrheitlich ab. Trotzdem erwies sich das Unterschriftensammeln für eine Petition noch selten als so mühsam wie in diesem Fall. Festgelegt wurde ein Mindestziel von 100'000 Unterschriften, was für die gesamte EU wenig ist. Dessen ungeachtet kamen bis Ende August nur rund 95'000 Unterschriften zusammen. Deshalb wurde die Petition bis Ende September 2011 verlängert. Eine Verlängerung bis im November (Zeitpunkt, zu dem die Europäische Kommission über eine Verschiebung des Verbotes beschliessen muss) ist nicht ausgeschlossen. Sollte dies der Fall sein, wird die Verlängerung auf der Internetseite der Liga angegeben. In der Schweiz wurden bereits mehrere tausend Unterschriften gesammelt und an die ECEAE weitergeleitet. Die Petition lässt sich auch direkt unter folgender Adresse unterzeichnen: http://www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php?lang=swiss-german

Ihnen allen ganz herzlichen Dank für Ihre Unterstützung!

Petition „Die Schweiz für die Waljagd? NEIN!“

Mit 14'593 Unterschriften wurde die von den Organisationen Sea Shepherd Switzerland und Swiss Cetacean Society lancierte Petition (siehe Märzausgabe 2011 unserer Zeitung) am 14. Juni 2011 während einem Gespräch mit Bruno Mainini vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) eingereicht. Als Vertreter der Schweiz nahm er vom 11. – 14. Juli 2011 an der 63. Internationalen Walkommission in Saint Helier (Jersey) teil. Nach dem Gespräch wurden Sea Shepherd Switzerland und die Swiss Cetacean Society aufgefordert, beim BVET einen Vorschlag einzureichen.

In einer Medienmitteilung danken Sea Shepherd Switzerland und die Swiss Cetacean Society „all denjenigen ganz herzlich, die als Angehörige aller Altersklassen und aus der ganzen Schweiz für die Wale aktiv geworden sind, indem sie uns jeden Tag ihre Petitionen und gesammelten Unterschriften zukommen lassen“.

Wir unsererseits danken insbesondere allen Mitgliedern der Liga, welche sich die Mühe gemacht haben, Unterschriften zu sammeln. Aus Platzmangel wurde diese Petition in unserer Zeitung nicht veröffentlicht. Trotzdem baten uns viele von Ihnen telefonisch um Unterschriftenbögen oder luden die Petition direkt von unserer Webseite herunter.

Fortsetzung der Petition gegen den Konsum von Froschschenkeln

„Nein Danke, nicht auf meinem Teller!“

Es bleiben noch einige Wochen, um unsere Petition zu unterzeichnen, bevor diese im Dezember bei der Bundeskanzlei eingereicht wird. Bis anhin zählen wir rund 13'000 Unterschriften und wir danken allen Unterzeichneten ganz herzlich. Unser Ziel ist es, 15'000 Unterschriften zu erreichen. Deshalb bitten wir all diejenigen, die dies noch nicht getan haben, möglichst bald zu unterschreiben. Sogar unvollständige Unterschriftenbögen können uns zurückgesandt werden. Diese werden im Rahmen von Standaktionen ergänzt.

Petition „Keine Einfuhr von Robbenprodukten in der Schweiz“

Die im Oktober 2010 von der Stiftung Franz Weber und Ocean Care lancierte Petition (siehe Dezemberausgabe 2010 unserer Zeitung) wurde am 21. Juni 2011 mit 97'000 Unterschriften auf der Bundeskanzlei eingereicht. Die Petitionäre stützen sich als Vorbild auf die Europäische Union, welche die Einfuhr von Robbenprodukten seit August 2010 verbietet. Sie fordern, dass das Schweizer Parlament „jegliche Ein- und Durchfuhr von Robbenprodukten aus kommerzieller Jagd“ verbietet. Durch das Importverbot von Robbenprodukten der EU verringerte sich die Zahl der getöteten Tiere beträchtlich. Während im Jahr 2009 74'200 Robben getötet wurden, waren es im Jahr 2010 deren 67'000 und im Frühling 2011 rund 38'000.

Wie ein Video¹ zeigt, das im April 2011 in Kanada gedreht wurde, werden die Richtlinien des Gesetzes zur Robbenjagd nicht eingehalten. Das Schlachten von Robben erfolgt ohne Kontrolle durch die Behörden. Schockierende Bilder zeigen durch Kugeln verletzte Tiere auf dem Packeis und Jäger die diese mit langen Haken von den Schiffen aus aufspießen. Noch bei Bewusstsein werden sie anschliessend auf das Schiffsdeck gehisst und mit Knüppeln niedergeschlagen.



Am 16. Juni 2011 reichte Nationalrat Oscar Freysinger eine Motion (11.3635) mit dem Titel „Importverbot für Robbenprodukte“ ein. Diese wurde von 30 Parlamentarierinnen und Parlamentariern aller politischen Kreise unterstützt.

¹ <http://www.youtube.com/user/FondationFranzWeber1#p/u/0/bH9d8khaBuQ>

Wanderbus LSCV



Seit März 2011 ist ein Bus der Liga in der ganzen Schweiz unterwegs, um Informations-Standaktionen durchzuführen. Für die Planung und Organisation der Stände ist Achim Z'Brun zuständig.

Wenn Sie die Daten und Orte der nächsten Standaktionen erfahren möchten, so besuchen Sie unsere Website unter „Projekte“ oder wenden Sie sich direkt an das Büro der Liga. Ein Zeitplan mit den Daten und Orten der nächsten Stände liegt auch jeder (dreimonatigen) Ausgabe unserer Zeitung bei. **Zögern Sie nicht und nehmen Sie an den Standaktionen teil, die in Ihrer Region stattfinden. Achim wird sich über Ihre Hilfe sehr freuen!**

Wenn Sie möchten, dass in Ihrer Nähe eine Standaktion stattfindet, macht sich Achim auf Anfrage zu Ihnen auf. Dies unter der Voraussetzung, dass Sie ihn bei der entsprechenden Standaktion unterstützen. In einem solchen Fall rufen Sie einfach an und vereinbaren ein Datum. Achim wird sich um das administrative Vorgehen kümmern (Antrag auf Bewilligung, Gebühren usw.) und das Material mitbringen. Der im Wallis wohnhafte Achim spricht Deutsch und Französisch.

Die nächsten Standaktionen finden an folgenden Orten und Daten statt :

Samstag, 8. Oktober : Zug
 Samstag, 15., und Sonntag, 16. Oktober : Lausanne - ANIMALIA
 Samstag, 22. Oktober : Baden

Orte und Daten der letzten Standaktionen :

3. September 2011 : Olten
 17. September 2011 : Solothurn
 27. August 2011 : Biel
 6. August 2011 : Thun

Samstag, 15. und Sonntag,
 16. Oktober 2011

ANIMALIA

17. Internationale Messe für Haustiere
 Ort: Palais de Beaulieu, Lausanne (VD)
 Öffnungszeiten: Samstag und Sonntag: 9.00 – 18.00 Uhr

Schon zum fünften Mal hintereinander nimmt die SLGV an dieser Messe teil. Mit über 20'000 Besucherinnen und Besuchern stellt diese die wichtigste Tiermesse in der Schweiz dar. Dieses Jahr möchten wir eine Leseecke anbieten. Dort sollen dem Publikum Bücher und Zeitschriften zum Thema Tierschutz und Tierversuche zur Verfügung stehen. Wir sind daran, die entsprechenden Werke zusammenzutragen, und hoffen, dass für Animalia alles bereit sein wird. Anschliessend soll auf unserer Website ein Verleihsystem für Bücher angeboten werden, wie dies für DVDs bereits der Fall ist.

Die Liga verfügt über rund zwanzig Gratintritte für die Messe ANIMALIA. Die verfügbaren Tickets geben wir gerne auf Anfrage an Mitglieder weiter.



Diana Vaud – Das Gesetz ist für die anderen

Ehemaliger Präsident der Waadtländer Jäger verurteilt

Im Oktober 2010 liess sich Jean-Louis Grivet, Präsident der Waadtländer Jäger, von einer Journalistin von Radio suisse romande (RSR) auf eine Treibjagd begleiten, die er mit drei weiteren Jägern veranstaltete. Während des Interviews erhielt er einen Anruf von einem Kollegen, dem er seine Position mitteilte.



Gemäss der eidgenössischen Jagdverordnung ist es untersagt, beim Erlegen von Wild Funkgeräte zu benutzen. Die Fondation MART (Mouvement pour les animaux et le respect de la Terre) reichte deswegen beim Regierungsstatthalteramt des Waadtländer Nordjuras eine Beschwerde ein.

„Wenn die Verwendung eines Telefons in äusserst beschränkten Fällen zulässig ist, so ist sie schlichtweg verboten, um die Jagd zu kommentieren und insbesondere Wild zu erlegen. Solche technische Mittel zu verwenden, stellt ein gutes Mittel dar, um sich zu vergewissern, dass das Tier seinen Verfolgern nicht entkommt. Man lässt ihm so keine Chance“, erklärte ein Mitglied von MART.

Jean-Louis Grivet versuchte, sich zu verteidigen, und berief sich darauf, die Jagdpartie nur „simuliert“ zu haben, um der Journalistin „Tiere zu zeigen“. Also sozusagen eine Art Touristensafari... Der zu einer Busse von Fr. 50.- (das vom Gesetz vorgesehene Minimum) verurteilte Jäger legte Rekurs ein. Die Organisation MART ihrerseits wandte sich wegen des geringen Bussenbetrags an die Staatsanwaltschaft.

Die Busse wurde im August 2011 bestätigt. Die Staatsanwaltschaft wird keinen Rekurs einlegen. Jean-Louis Grivet verzichtet ebenfalls auf eine Beschwerde. „Wenn man die Probleme betrachtet, mit denen unsere Gesellschaft zu kämpfen hat, dann schmerzt es mich, mit solchen Dummheiten Zeit zu verlieren“, beklagte er sich. Jean-Louis Grivet ist offensichtlich der Ansicht, das Gesetz gelte nur für die anderen und ihm stehe es frei, das Wild nach eigenem Gutdünken abzuschlachten. Seiner Ansicht nach ist die Verwendung von Mobiltelefonen gang und gäbe: „Dann können Sie gleich alle Waadtländer Jäger verklagen“, erklärte er. Über die Ethik des Verbandes sagt dies wohl alles.

Als Präsident des Waadtländer Jagdverbandes war Jean-Louis Grivet (der dieses Amt inzwischen abgegeben hat) schon 2005 angezeigt worden. Damals hatte er es unterlassen, dem Büro für den Erhalt der Fauna (Service de conservation de la faune) den Abschuss von zwei Rehen zu melden. Nachdem er zuerst zu einer strengen Busse verurteilt worden war, kam er dank der Schützenhilfe des damaligen Staatsrates Charles-Louis Rochat mit einer blossen Verwarnung davon.

Staphylokokken in 47% des amerikanischen Fleisches

Wie eine neuere Untersuchung des Transnational Genomics Research Institutes ergab, sind im Schnitt 47 % der amerikanischen Fleischbestände mit Staphylokokken verseucht. In der Hälfte der Fälle handelte es sich um Stämme des Bakteriums *Staphylococcus aureus*, das gegen Antibiotika resistent ist.

Insgesamt wurden an 136 Sorten Rind-, Schweine-, Poulet- und Trut-hahnfleisch aus 26 Geschäften in fünf grossen amerikanischen Städten Entnahmen vorgenommen. Diese ergaben, dass die Verseuchung nicht während der Verpackungs- oder Transportphase aufgetreten sein konnte. Sie soll vielmehr von den Tieren selber stammen und auf Antibiotika-Abgaben in den Intensivzuchtbetrieben zurückzuführen sein. Solche Abgaben sollen dazu dienen, das Wachstum der Tiere zu beschleunigen und gleichzeitig die Infektionsrisiken einzudämmen.

Eine tägliche Antibiotika-Abgabe fördert bekanntlich das Auftreten resistenter Bakterienstämme und sorgt insbesondere bei den goldenen Staphylokokken für Probleme. Die Abgabe führt zu lokalen und allgemeinen Infektionen und kann im Falle einer nicht eingedämmten Blutvergiftung tödlich sein. Antibiotika stellen die wichtigste Behandlungsform dar. Das Hauptproblem besteht darin, dass die bei einem Viertel der Proben entdeckten Stämme resistent gegenüber klassischen Antibiotika wie Tetracyclin, Ampicillin, Penicillin oder Erythromycin sind. Dasselbe gilt für einige der weniger herkömmlichen Antibiotika wie Vancomycin oder Daptomycin beziehungsweise die Fluoroquinolone.

Amerikanisches Poulet mit Javelwasser gewaschen

Die vorliegende Lektüre erinnert an gewisse Streitfälle zwischen den Vereinigten Staaten und Europa. Die USA übten vor geraumer Zeit grossen Druck aus, damit die EU auf ihrem Gebiet erneut amerikanische Poulets zuliesse. Diese waren nach dem Schlachten in einem Chlorbad desinfiziert worden.

Aus Gesundheitsgründen war solches Geflügel seit 1997 auf europäischem Boden verboten. Die amerikanische Regierung, welche der EU mit Vergeltungsmassnahmen drohte, hatte die entsprechende Bestimmung stark angefochten. Nach einem Treffen mit seinen europäischen Amtskollegen im Jahr 2007 erklärte Allan Hubbard, der Präsident George W. Bush in Wirtschaftsfragen beriet: „Für die Konsumentinnen und Konsumenten in Europa muss dies eine riesige Frustration darstellen. Erweist es sich doch, dass unsere Poulets sicherer sind als die europäischen.“

Der Widerstand von 21 der 27 europäischen Landwirtschaftsminister änderte nichts daran, dass die Europäische Kommission im Jahr 2008 die in Javelwasser gewaschenen amerikanischen Poulets wieder zulies. Damit hielt sie ein Versprechen ein, das der EU-Industriekommissar Günther Verheugen einige Monate zuvor in Washington erteilt hatte. Inzwischen verschlingen die europäischen Konsumentinnen und Konsumenten die als „sauber“ angekündigten Poulets also bereits wieder, obwohl diese zur Hälfte wandelnden Bakterienkulturen gleichen.



Presseschau

Schweiz – 18. Juni 2011

Er jagt Wasservogel und tötet einen Spaziergänger

Ein Mann, der auf Blässhühner geschossen hatte, die in Hauptwil (TG) auf einem Teich herumschwammen, tötete einen 29-jährigen Spaziergänger. Trotz des Rega-Einsatzes starb der Mann vor Ort.

Niederlande

Schächtverbot

Nach Schweden, Luxemburg, Norwegen und der Schweiz haben auch die Niederlande (mit 116 gegen 30 Stimmen) das rituelle Schlachten von Tieren ohne vorgängige Betäubung (Schächten) verboten.

Katalanien – Spanien

Stierkämpfe im Monumental endlich vor dem Aus

Am Sonntag, den 10. Juli 2011, wurden in den - halbleeren - Arenen des Monumentals in Barcelona wahrscheinlich die letzten Stiere abgeschlachtet. Vier Tage zuvor hatte das katalanische Parlament mit 112 gegen 20 Stimmen das Corrida-Verbot bestätigt, welches es im Juli 2010 selber erlassen hatte. Ab dem 1. Januar 2012 soll das Stiereschlachten somit endlich ein Ende haben.



Frankreich – 3. Juli 2011

Olé!

Stierkampfkurs in der Arena von Lutetia in Paris mit echten Degen! Die Polizei verhaftete den Animator wegen „als Waffen verwendbaren Gegenständen“. Die Organisatoren selber hatten sich an die Sicherheitskräfte gewandt. Sie waren tief gekränkt, da rund dreissig Protestierende ihren Unmut gegen die Corrida lauthals kundtaten.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.- **PSchKto 12-2745-6**

IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Edito

Cari soci, Care amiche e cari amici della Lega,

Diverse azioni lanciate in Parlamento federale in favore degli animali sono state respinte, una dopo l'altra, dai nostri rappresentanti politici. Eppure non si trattava di azioni abusive o incentrate su tematiche minori.

L'iniziativa parlamentare della consigliera nazionale di Argovia Pascale Bruderer (leggere p.23) chiedeva il divieto di importare pelli e pellicce provenienti da animali maltrattati.

A priori, chi potrebbe difendere la detenzione e la messa a morte di animali maltrattati come accade per esempio in certi allevamenti asiatici?

Eppure, la Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura del Consiglio degli Stati ha rifiutato, con 6 voti contro 3, di dar seguito a questa iniziativa parlamentare. Qualche mese prima, quando è stato il Consiglio nazionale a votare, 64 parlamentari vi si erano opposti.

Come può un essere umano capace anche lui di provare paura e dolore, restare a tal punto insensibile alle sofferenze di questi animali, ammicchiati in minuscole gabbie, uccisi a bastonate, a volte squartati quando sono ancora vivi?

Al contrario, gli ambienti della caccia sembrano ben rappresentati sotto la cupola federale. Soltanto nel 2010, ben quattro mozioni sono state depositate sia al Consiglio nazionale che al Consiglio degli Stati. Queste mozioni miravano ad autorizzare l'uccisione intenzionale di lupi, linci ed orsi ed « intimavano » al Consiglio federale, se necessario, di denunciare la Convenzione di Berna (19 settembre 1979 relativa alla conservazione della vita selvatica e dell'ambiente naturale in Europa, firmata da 48 paesi).

Il Consiglio federale ha risposto favorevolmente alle mozioni depositate ed incaricato l'Ufficio federale dell'ambiente (UFAM) di modificare in conseguenza l'Ordinanza sulla caccia (OCP). Messo in consultazione dal 18 aprile al 15 luglio, il progetto di modifica fa rabbrivire. Ci sarebbe quasi da credere che è stato redatto dalle federazioni di caccia in persona. Sarà possibile uccidere intenzionalmente animali protetti come i castori. E se una lince uccide caprioli, ciò che di primo acchito sembra normale dato che deve pur procurarsi da mangiare, anche la lince potrà essere eliminata in quanto ritenuta nociva per la regalia della caccia di un cantone. Per l'UFAM, si tratta di « *garantire il diritto dei cantoni ad un'utilizzazione cinegetica equilibrata* »!

Abbiamo vivamente contestato il progetto e comunicato la nostra presa di posizione¹ all'UFAM il 4 luglio 2011. Poiché il progetto comporta anche disposizioni contrarie alla legge sulla caccia, esaminiamo le possibilità di ricorso qualora la stesura della revisione dell'OCP dovesse rimanere in questi termini.

Siamo comunque consapevoli che senza una rappresentanza così forte dei cacciatori in Parlamento, questo progetto non avrebbe mai visto la luce.

Il 23 ottobre si svolgerà il rinnovo del nostro Parlamento federale. Ogni singolo voto conta per promuovere l'elezione di candidati favorevoli alla protezione degli animali. Questi candidati sono presenti in tutti i partiti. Basta informarsi sulle loro prese di posizione passate o, per quanto riguarda i parlamentari in carica e candidati alla propria successione, potete consultare la tavola pubblicata a pagina 30 e 31 del giornale.

Ci auguriamo di poter contare presto su un parlamento all'ascolto della sofferenza umana ed animale, composto da eletti che non siano animati esclusivamente dai propri interessi personali.

Vi ringraziamo di cuore per il vostro sostegno e coinvolgimento e vi inviamo i nostri saluti più calorosi.

Il Comitato

¹ Per mancanza di spazio su questo numero, il resoconto della revisione dell'ordinanza sulla caccia e la nostra presa di posizione saranno pubblicati sul nostro prossimo giornale del mese di dicembre 2011.

Elezioni federali del 23 ottobre 2011

Abbiamo bisogno di eletti sensibili alla causa degli animali!

Il 23 ottobre prossimo, i 20 cantoni e 6 semi-cantoni svizzeri eleggeranno i 200 deputati al Consiglio nazionale (CN) e 46 deputati al Consiglio degli Stati (CS), che compongono l'Assemblea federale (Parlamento svizzero).

Nessuna azione di vasta portata né nessuna evoluzione favorevole alla protezione degli animali è possibile senza il sostegno di parlamentari. Sono infatti gli unici a poter depositare oggetti (mozioni, iniziative parlamentari, interventi ecc.) in favore degli animali in una delle due camere federali.

A parte il nuovo Partito Svizzero per la Protezione degli Animali (PSPA) lanciato nel luglio 2010, nessun partito è impegnato nella protezione degli animali. Va detto però che tutti i partiti hanno nei loro ranghi candidati favorevoli a questa causa. È dunque importante sostenere questi candidati, ed al tempo stesso cancellare dalle liste quelli che sono conosciuti per le loro azioni contro la protezione degli animali.

Funzionamento del Parlamento

Il nostro Parlamento è costituito da due camere federali: il Consiglio nazionale, con 200 eletti, ed il Consiglio degli Stati, con 46 eletti. Il CN ed il CS deliberano separatamente. Sono investiti delle stesse competenze ma le decisioni dell'Assemblea federale esigono l'approvazione di entrambi i consigli.

Ciò significa che un oggetto (per esempio una mozione che chiede il divieto delle pellicce di foca) depositata ed accettata dal CN, deve essere approvata anche dal CS per poter essere posta in opera. Se il CS rifiuta l'oggetto, quest'ultimo torna al CN che può modificarlo, sopprimerlo, o rinviarlo tale e quale al CS. Se il CS lo rifiuta una seconda volta, l'oggetto è definitivamente respinto.

Per tutti questi motivi, è importante dotarsi di parlamentari favorevoli alla protezione degli animali in entrambi i consigli e votare in conseguenza. Infatti attualmente se il Consiglio nazionale deposita regolarmente oggetti favorevoli agli animali, questi stessi oggetti sono regolarmente respinti dal Consiglio degli Stati.

Consiglio nazionale

Molti oggetti sono depositati al Consiglio nazionale in cui siedono eletti impegnati nella protezione degli animali. Con 8 oggetti depositati (di cui 5 trattano della sperimentazione animale e dei suoi finanziamenti pubblici) ed altri 9 sostenuti, l'ecologista **Maya Graf** (BL) è l'eletta più attiva in favore della protezione degli animali in seno al Parlamento. È seguita dalla verde liberale **Tiana Angelina Moser** (ZH) e la socialista **Pascale Bruderer** (AG).

Molti altri parlamentari si impegnano a favore degli animali, come per esempio Geri Müller (Verdi/AG), Doris Stump (PSS/AG), Anita Lachenmeier-Thüring (Verdi/BS), Therese Frösch e Franziska Teuscher (Verdi/BE), Margret Kiener Nellen (PSS/BE), Marie-Thérèse Weber-Gobet (PCS/

FR), Antonio Hodgers e Ueli Leuenberger (Verdi/GE), Francine John-Calame (Verdi/NE), Joseph Lang (SGA/ZG), Louis Schelbert (Verdi/LU), Brigit Wyss (Verdi/SO), Yvonne Gilli (Verdi/SG), Christian van Singer e Adèle Thorens Goumaz (Verdi/VD), Marlies Bänziger, Mario Fehr, Chantal Galladé e Daniel Jositsch (PSS/ZH), Bastien Girod e Katharina Prelicz-Huber (Verdi/ZH), Martin Bäumle e Thomas Weibel (VL/ZH).

Consiglio degli Stati

Contrariamente al CN, il Consiglio degli Stati sembra composto esclusivamente da eletti insensibili alla sorte degli animali. Alla lettura dei verbali delle sedute di commissione, c'è di che rimanere a bocca aperta davanti a certe dichiarazioni. In seno a questo Consiglio "select" in cui le discussioni sono per così dire "appuntite" la protezione degli animali generalmente è piuttosto ridicolizzata. Tutt'al più si appoggia un oggetto favorevole agli animali quando « il popolo » potrebbe essere irritato dal contrario e mettere in pericolo la rielezione.

Tranne la socialista **Anita Fetz** (BS), nessun altro CS in carica merita il voto di un protettore degli animali. Ci auguriamo vivamente che ci venga risparmiata la rielezione delle due elette pro-vivisezioniste **Christine Egerszegi-Obrist** (AG) e **Anne Seydoux-Christe** (JU).

La classificazione completa dei 246 parlamentari, sotto forma di tabella, può essere consultata a pagina 30 e 31 del giornale.

TPS
PSpA

Partito Svizzero per la protezione degli Animali (PSpA)

In occasione delle elezioni federali del 23 ottobre 2011, il PSpA ha depositato liste in diversi cantoni. Vi ringraziamo fin d'ora per il sostegno che darete ai candidati del vostro cantone che si impegnano anche per la protezione degli animali. Abbiamo bisogno di relé in seno alle camere federali.

Liste attualmente depositate dal PSpA

Berna, 4 candidati, lista n°18 - **Lucerna**, 5 candidati, lista n°18
Soletta, 6 candidati, lista n°19 - **Zurigo**, 12 candidati, lista n°9

Al momento di dare il giornale alla stampa, alcune liste cantonali non erano ancora conosciute. Per qualsiasi informazione complementare, non esitate a contattare direttamente il PSpA o a consultare il suo sito internet.

Tierpartei Schweiz (TPS), Luzernerstrasse 91, 5630 Muri AG
T : 044 760 50 42 - info@tierpartei.ch - www.tierpartei.ch

Linea direttrice del Partito svizzero per gli animali

Lanciato nel luglio 2010, il PSpA si prefigge la priorità di introdurre la tematica del benessere animale nella politica, economia e società. Tra i suoi obiettivi: Protezione degli animali e tutela dei loro interessi; sensibilizzazione al benessere degli animali ed evoluzione verso comportamenti rispettosi nei loro confronti, adeguati alla loro specie; **sostituzione degli esperimenti sugli animali con metodi alternativi, difendibili sul piano tanto medico che etico**; rafforzamento di un'economia agricola svizzera sostenibile, imperniata su solidi principi etici; tutela e sviluppo degli spazi vitali naturali degli animali.

Parlamentari attualmente eletti e candidati per la legislatura 2012 - 2015

Gli eletti che sostengono la protezione degli animali sono i seguenti:

(I parlamentari dei cantoni tedeschi sono elencati a p.13)

Friburgo

Jean-François Steiert (PS), CN
Marie-Thérèse Weber-Gobet (PCS), CN

Ginevra

Luc Barthassat (PDC), CN
Antonio Hodgers (Verts), CN
Ueli Leuenberger (Verts), CN
Carlo Sommaruga (PS), CN

Neuchâtel

Francine John-Calame (Verts), CN

Ticino

Marina Carobbio Guscetti (PSS), CN

Vaud

Jacques Neiryck (PDC), CN
Christian van Singer (Verts), CN
Adèle Thorens Goumaz (Verts), CN

Gli eletti favorevoli alla sperimentazione animale o chiaramente contrari alla protezione degli animali sono i seguenti:

Friburgo

Jean-François Rime (UDC), CN

Ginevra

Yves Nidegger (UDC), CN
André Raymond (UDC), CN

Giura

Anne Seydoux-Christe (PDC), CE

Filippo Lombardi (PDC), CE
Fulvio Pelli (PRD), CN

Vallèse

Christophe Darbellay (PDC), CN
Jean-René Fournier (PDC), CE
Jean-René Germanier (PRD), CN
René Imoberdorf (PDC), CE

Vaud

André Bugnon (UDC), CN
Olivier François (PRD), CN
Alice Glauser-Zufferey (UDC), CN
Isabelle Moret (PRD), CN
Guy Parmelin (UDC), CN
Pierre-François Veillon (UDC), CN

Neuchâtel

Laurent Favre (PRD), CN
Yvan Perrin (UDC), CN
Sylvie Perrinjaquet (PRD), CN

Tessin

Ignazio Cassis (PRD), CN

Analisi dei voti e degli oggetti sostenuti o depositati

La classificazione dei parlamentari è stata predisposta dopo analisi degli oggetti (iniziativa, mozione, interpellazione, ecc.) depositati da ogni eletto o da lui sostenuto in ambito animale (protezione, allevamento, caccia, ecc.), principalmente durante la legislatura 2007 - 2011. Abbiamo peraltro consultato il registro degli interessi (organo in cui svolgono un ruolo, per esempio associazioni, aziende, ecc.) per ogni parlamentare, i verbali delle sedute di commissione e preso in considerazione le loro prese di posizione. La classificazione è stata fatta con l'unico obiettivo di accertare quale parlamentare sostiene la protezione degli animali, senza prendere in considerazione l'appartenenza politica o la presa di posizione in altri settori.

Tutte queste informazioni sono pubblicate e consultabili sul sito ufficiale del Parlamento federale (www.parlament.ch). È possibile lanciare una ricerca a partire dal numero dell'oggetto, per esempio il n°09.428 per l'iniziativa parlamentare della consigliera nazionale Pascale Bruderer che mira a vietare l'importazione delle pelli e pellicce di animali vittime di maltrattamenti. A partire da questa ricerca si può seguire l'evoluzione dell'oggetto depositato: approvazione o rifiuto dalla commissione competente delle due camere federali, verbali delle sedute, ecc.

I principali oggetti consultati portano i numeri seguenti (le prime due cifre indicano l'anno in cui sono stati depositati): 11.5267, 11.3664, 11.3635, 11.3499, 11.1034, 10.3775, 10.5474, 10.4104, 10.4010, 10.3605, 10.3576, 10.3575, 10.3264, 10.3098, 10.3008, 10.1010, 09.1084, 09.5420, 09.5013, 09.5010, 09.4290, 09.428, 09.4128, 09.4044, 09.3979, 09.3951, 09.3892, 09.3812, 09.3723, 09.3650, 09.3458, 08.3704, 08.3675, 08.3432, 08.3537, 08.3356, 08.3154, 08.3046, 08.2017, 08.036, 08.1058, 07.417, 07.3848, 07.3345, 07.3131, 07.1105, 06.464, 05.5268, 03.3149.

Curia vista – Oggetto parlamentare

Le pelli e pellicce provenienti da animali maltrattati continueranno ad essere esposte nelle vetrine svizzere

Depositata nell'aprile 2009 dalla Consigliera nazionale dell'Argovia Pascale Brude-
rer, l'iniziativa parlamentare (09.428) chiedeva il divieto di importare pelli e pellicce
di animali che hanno subito maltrattamenti.



Nel suo sviluppo, l'iniziativa si avvaleva delle seguenti argomentazioni :

«In pratica è quasi impossibile gestire un allevamento di animali finalizzato alla produzione di pelli su scala industriale senza infliggere agli animali dolori intollerabili e senza infrangere i principi fondamentali della protezione degli animali. Questa constatazione si va vieppiù affermando anche a livello internazionale ed è comprovata da perizie scientifiche ampiamente riconosciute. In Svizzera, a causa delle disposizioni relative alla protezione degli animali, sono ormai trent'anni che tale allevamento non è più praticato su scala commerciale.

Le usuali modalità di cattura degli animali (tagliole e trappole dotate di lacci oppure di dispositivi che uccidono gli animali, nel caso dei visoni e delle volpi) e le condizioni in cui essi vivono negli allevamenti di tipo commerciale infrangono la legislazione svizzera sulla protezione degli animali, adempiono la fattispecie del maltrattamento di animali prevista dall'art. 26 LPAn e sono in aperta contraddizione con i valori fondamentali riconosciuti dalla popolazione svizzera. Agli animali in questione vengono inflitte atroci sofferenze. Inoltre i metodi adottati ne violano la dignità e non consentono loro di soddisfare i bisogni più elementari. A volte poi gli animali vengono uccisi senza fare (sufficiente) uso di sostanze anestetiche e vengono scuoiati vivi. L'articolo 14 capoverso 1 LPAn consente di vietare l'importazione di animali e di prodotti animali per motivi inerenti alla protezione degli animali e delle specie. Il divieto d'importazione di prodotti realizzati con la pelle di animali maltrattati dovrebbe poggiare su tale disposizione. Una perizia giuridica precisa entro quali limiti tale divieto è da considerare compatibile con gli impegni assunti dal nostro Paese sul piano internazionale e in particolare nell'ambito dell'OMC.

Già oggi vige in Svizzera un divieto d'importazione di pelli di cane e di gatto (art. 14 cpv. 2 LPAn). Questo divieto dovrebbe quindi essere esteso a tutte le pellicce e i prodotti realizzati con la pelle di animali maltrattati durante l'allevamento o la cattura, oppure al momento dell'uccisione. Solo così si può evitare che la domanda di tali prodotti esercitata dai consumatori svizzeri possa favorire aziende estere che, oltre a violare le disposizioni previste dalla nostra legislazione, adottano anche pratiche chiaramente rifiutate dalla maggioranza della nostra popolazione per motivi etici.»

Iter e rifiuto dell'iniziativa

Trattata in seduta del 18 giugno 2009, la Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura del Consiglio nazionale (CSEC-CN) decideva di dar seguito all'iniziativa con 16 voti a favore e 3 contrari. Trattata dalla sua omologa del Consiglio degli Stati il 12 novembre 2009, la CSEC-CS rifiutava dal canto suo di darvi seguito con 7 voti favorevoli e 4 contrari, e rinviava l'oggetto al CN.

Il 19 agosto 2010, la CSEC-CN riesaminava l'iniziativa. Tra gli avversari¹, Alice Glauser-Zufferey (VD) si dichiarava spiaciuta di aver sostenuto l'iniziativa in un primo tempo « senza avere conoscenza delle realtà di questa attività e di questa tradizione e senza aver valutato i rischi a cui questa iniziativa esponeva i commercianti di pellicce. È quello che succede alla maggioranza dei cittadini che desiderano difendere i più deboli. È comprensibile e normale, ma questa maggioranza risponde spesso precipitosamente all'attivismo di gruppi

virulenti, dalla sensibilità esacerbata, che vogliono vietare questo commercio. Una tradizione che risale alle nostre origini: mestieri ancestrali di conceria e pelliccia non devono scomparire nel nostro paese. »

Come si può vedere, SwissFur, la federazione dei pellicciai svizzeri, ci ha messo lo zampino. Interrogata in merito, era riuscita a riempire la testa di certi parlamentari di informazioni fantasiose e più consoni ai suoi interessi. SwissFur sostiene di assoggettare i suoi fornitori a direttive severe in materia di custodia e uccisione degli animali. A sentirli sembrano criteri idilliaci. E anche se così fosse, SwissFur si è ben guardata dal precisare che raggruppa soltanto una cinquantina di pellicciai e commercianti specializzati, e pertanto non è rappresentativa di questo commercio in Svizzera. Il suo vice Presidente Ivan Benjamin riconosceva peraltro in un'intervista alla TSR nel 2005 che la sua federazione aveva « una debole influenza sul mercato svizzero ». Il che è ancora vero oggi.

Malgrado tutto, la CSEC-CN accettava, con 16 voti favorevoli, 3 contrari e 4 astensioni, di dar seguito all'iniziativa. Il 1° dicembre 2010, il Consiglio nazionale si allineava sulla proposta della sua commissione con 87 voti favorevoli, 64 contrari e 4 astensioni.

Prima di essere attuata, l'iniziativa doveva essere approvata dalla seconda camera del Parlamento federale e pertanto era nuovamente presentata alla CSEC-CS. Che la rifiutava con 6 voti favorevoli, 3 contrari e 1 astensione il 21 febbraio 2011.

La commissione giustificava la propria posizione adducendo i motivi che « un divieto di importare pelli e pellicce non è compatibile con gli impegni assunti dalla Svizzera nell'ambito degli accordi siglati in seno all'OMC » e che una dichiarazione sull'origine delle pellicce è sufficiente per informare il consumatore sulla provenienza delle pelli.

In un certo senso, la CSEC-CS contava sulla coscienza dei portatori di pellicce per evitare i cappotti fabbricati con pelli di animali maltrattati. La posizione della CSEC-CS è nauseante, e per finire questa iniziativa è definitivamente insabbiata. Ancora una volta il Consiglio degli Stati è riuscito ad eliminare una disposizione che permetteva di evitare sofferenze inutili agli animali.

¹ Alice Glauser-Zufferey (VD), Otto Ineichen (LU), Christoph Mörgeli (ZH), Felix Müri (LU), Ruedi Noser (ZH), Theophil Pfister (SG), Simon Schenk (BE)

Curia vista – Oggetto parlamentare

Il Consiglio federale favorevole alla caccia dei gatti randagi

Depositata al Consiglio nazionale il 17 giugno 2011 dal PDC Luc Barthassat, la mozione (11.3664) « Diciamo basta alla caccia dei gatti erranti » è stata respinta il 24 agosto dal Consiglio federale.

Il deposito della mozione faceva seguito alle 12'000 firme raccolte per la petizione dell'associazione SOS Chats Noiraigue (NE), che chiedeva il divieto totale della caccia ai gatti randagi.

Nel suo sviluppo, la mozione richiamava che la legge sulla caccia permette di sparare sui gatti randagi tutto l'anno. « *Abbondano le testimonianze di gatti mutilati da spari che subiscono sofferenze indegne per un paese moderno e civile. La caccia è stata perpetrata anche in zone urbane, ciò che solleva problemi per l'incolumità e la tranquillità dei residenti* ». La mozione spiegava inoltre che la posa di microchip elettronica al posto del collare non consente più di distinguere un gatto veramente randagio. Campagne di cattura e sterilizzazione sarebbero dunque molto più efficaci e meno crudeli per impedire la proliferazione di gatti randagi. Si fa presente anche che la Francia ha ritirato il gatto randagio dall'elenco delle specie cacciabili.

Nella sua risposta il Consiglio federale nega che gli spari sui gatti siano frequenti, pur facendo valere il « *pericolo considerevole per uccelli, lepri e rettili* » rappresentato dai gatti in libertà. Trova più semplice sparare sui gatti

data la difficoltà di acchiapparli. Questo metodo indurrebbe « *un lavoro e spese esagerati* ». Infine « *il divieto in diritto federale di sparare contro i gatti randagi non sarebbe giudizioso e costituirebbe un'ingerenza inutile nella sovranità cantonale in materia di caccia* ».

La mozione dovrebbe essere trattata prossimamente dalla commissione competente del Consiglio nazionale. Ma è poco probabile che riesca a sfuggire ad un funerale di prima classe.



La mascella sostenuta da un fissatore ed alimentato con perfusione al Tierspital, questo gatto è stato tutto sommato fortunato dopo essersi fatto sparare addosso. Quanti altri gatti sono abbandonati morenti dai tiratori ?



La federazione CacciaSvizzera si rallegra dell'eccellente collaborazione posta in opera « *con gli otto cacciatori attivi eletti in parlamento. Ciò ha consentito di rappresentare con successo gli interessi della caccia a livello nazionale* ».

I cacciatori presenti in Parlamento federale durante l'ultima legislatura, da sinistra a destra:

Dominique Baettig (JU), Jean-François Rime (FR), Stéphane Rossini (VS), Christophe Darbellay (VS), Jean-René Fournier (VS), Martin Landolt (GL), Ruedi Lustenberger (LU), Tarzis Caviezel (GR).

Metodi di produzione del foie gras

Il foie gras (letteralmente fegato grasso, ndt) è l'organo di un'oca o di un'anatra, reso malato dalla sovralimentazione dell'animale che viene ingozzato di forza più volte al giorno, mediante un tubo metallico lungo tra 20 e 30 centimetri infilato nel gozzo fino allo stomaco. Per due o tre settimane, l'animale ingerisce in qualche secondo una quantità di mais tale che il suo fegato finisce col diventare dieci volte più voluminoso del normale. Peraltro molti animali muoiono prima della data prevista per l'uccisione.

La quantità di mais di un solo ingozzamento equivarrebbe, per un essere umano, all'ingestione rapidissima di 10 kg di cibo.

Il foie gras assente dal Salone alimentare di Colonia

Gli organizzatori dell'importante salone alimentare Anuga, che si terrà il prossimo ottobre a Colonia in Germania, hanno deciso di vietare non solo la presenza di produttori di foie gras ma anche la degustazione di questo prodotto. Questa decisione ha scatenato l'ira di Bruno Le Maire, Ministro francese dell'Agricoltura. In una lettera indirizzata al suo omologo tedesco, di cui sollecitava l'intervento presso gli organizzatori del salone, Bruno Le Maire ha scritto: « *Per la filiera francese del foie gras è importante essere presente in un salone visitato di numerosi acquirenti, in un periodo che precede le feste di fine anno* ». In caso di non intervento, il ministro francese minacciava di boicottare l'inaugurazione del salone. Dal canto loro gli organizzatori sono rimasti del tutto insensibili alle gesticolazioni del ministro francese. « *Pensiamo che nel nostro salone non ci sia più posto per il foie gras* » ha dichiarato la responsabile della comunicazione. « *Molti paesi ne vietano la produzione. La Germania, l'Italia, la Norvegia, l'Argentina... Abbiamo preso una decisione assolutamente chiara e intendiamo attenerci a quanto deciso. Non c'è foie gras senza ingozzamento. E noi siamo assolutamente contrari a questa pratica* ». In risposta alle critiche tedesche, il ministro francese ha dichiarato: « *La Francia attua scrupolosamente tutte le normative comunitarie in materia di benessere animale* », il che non è vero stando all'ente francese di protezione degli animali L214. Dal 1° gennaio 2005, una raccomandazione del Consiglio d'Europa vieta l'utilizzazione di gabbie individuali durante l'ingozzamento. Ma in Francia i produttori hanno ottenuto una proroga di cinque anni, poi di dieci anni per mettersi in regola. Stando a L214, « *Le gabbie individuali sono utilizzate nel 90% degli allevamenti. Dunque il più grosso della produzione di foie gras in Francia non è conforme alla normativa europea* ».



Bus itinerante LSCV



Da marzo 2011, un bus della Lega si sposta in tutta la Svizzera per allestire stand informativi. Il calendario e l'organizzazione degli stand sono presi in carico da Achim Z'Brun.

Per conoscere le date ed i luoghi dei prossimi stand, potete consultare il nostro sito internet a pagina « Azioni » oppure contattare direttamente l'ufficio della Lega. Un calendario con le date ed i luoghi dei prossimi stand è peraltro pubblicato su ogni edizione (trimestrale) del nostro giornale. **Non esitate a partecipare agli stand che si svolgono nella vostra regione. Achim sarà felice del vostro aiuto!** Se desiderate che uno stand sia allestito nelle vostre vicinanze, Achim si sposta anche su richiesta, a patto che lo assecondiate sullo stand. In tal caso, basta telefonargli e fissare una data. Achim si incarica di tutte le prassi amministrative (domanda di autorizzazione, emolumenti ecc.) nonché di apportare il materiale. Achim risiede in Vallese, parla tedesco e francese.

I prossimi stand si svolgeranno i giorni e nei luoghi seguenti:

Sabato 8 ottobre : Zugo
Sabato 15 e domenica 16 ottobre : Losanna - ANIMALIA
Sabato 22 ottobre : Baden

Luoghi e date degli ultimi stand allestiti:

17 settembre 2011 : Soletta
3 settembre 2011 : Olten
27 agosto 2011 : Bienna
6 agosto 2011 : Thun

Sabato 15 e domenica
16 ottobre 2011

ANIMALIA

17e Salone internazionale di animali di compagnia

Luogo: Palais de Beaulieu, Losanna (VD)

Orario di apertura: sabato e domenica: 9.00 - 18.00

La LSCV sarà presente a questo salone per il quinto anno consecutivo. Con oltre 20'000 visitatori, si tratta della più importante fiera animale in Svizzera. Per quest'anno, abbiamo il progetto di proporre un angolo lettura, che mette a disposizione del pubblico libri e riviste sulla tematica della protezione degli animali e della sperimentazione animale. Attualmente stiamo raccogliendo il materiale e ci auguriamo che tutto sarà pronto per Animalia. Successivamente, sarà proposto un sistema di prestito di libri a partire dal nostro sito internet, sul modello di prestito attualmente disponibile per i film in DVD.

La Lega dispone di una ventina di entrate gratuite per il salone ANIMALIA. E' con piacere che le offriremo ai soci che ne faranno richiesta, entro i limiti delle entrate disponibili.



Diana Vaud - La legge vale per gli altri

Condannato l'ex-Presidente dei cacciatori vaudesi

Seguito nell'ottobre 2010 da una giornalista della Radio suisse romande (RSR) mentre partecipava ad una battuta con altri tre cacciatori, il Presidente dei cacciatori vaudesi Jean-Louis Grivet ha ricevuto, nel bel mezzo dell'intervista, la chiamata di un suo collega che gli indicava la sua posizione.



L'ordinanza federale sulla caccia vieta l'utilizzazione di radio-emittenti per ribattere la selvaggina, sicchè la Fondazione MART (Movimento per gli animali ed il rispetto della terra) ha sporto denuncia presso la prefettura del Giura Nord Vaudoise. «Se l'utilizzazione del telefono è autorizzata in casi estremamente limitati, è rigorosamente vietata per commentare la caccia, segnatamente per ribattere la selvaggina. Utilizzare questi mezzi tecnici è un buon metodo per assicurarsi che l'animale non sfuggirà ai suoi inseguitori. Non gli si lascia la minima chance.» faceva presente un rappresentante di MART.

Jean-Louis Grivet aveva cercato di difendersi sostenendo di aver organizzato un « simulacro » di partita di caccia, « per far vedere degli animali » alla giornalista. Come in un safari per turisti, in un certo senso. Condannato ad una multa di Fr 50.- (il minimo previsto dalla legge), il cacciatore aveva fatto ricorso. Dal canto suo, MART aveva interpellato il Pubblico Ministero per via dell'importo molto basso della multa.

La multa è stata confermata nell'agosto 2011. Il Pubblico Ministero non farà ricorso, e nemmeno Jean-Louis Grivet. «Quando si pensa ai problemi cui è confrontata la nostra società, perdere tempo con simili bambinate, mi fa star male!», si lamentava Jean-Louis Grivet, che indubbiamente preferisce che la legge si applichi agli altri e che dunque gli si lasci ribattere la selvaggina come gli pare. Secondo lui, l'utilizzazione di cellulari è molto diffusa. « A questo punto, potete denunciare tutti i cacciatori vaudesi » dichiarava. La dice lunga sull'etica di questa federazione.

Presidente della federazione vaudese della caccia, Jean-Louis Grivet (che nel frattempo ha lasciato le sue funzioni) era già stato denunciato nel 2005 per non aver dichiarato la cattura di due caprioli al Servizio della conservazione della fauna. Inizialmente severamente multato, per finire aveva ricevuto un semplice ammonimento in seguito all'intervento dell'allora Consigliere di Stato Charles-Louis Rochat.

Statistiche relative agli esperimenti sugli animali in Svizzera nel 2010

Aumento delle sperimentazioni animali e dei test per cosmetici

Stando alle statistiche pubblicate il 5 luglio 2011 dall'Ufficio federale di Veterinaria (UFV), 761'675 animali sono stati utilizzati in esperimenti in Svizzera nel 2010. Dopo il leggero calo osservato l'anno scorso, l'utilizzazione degli animali è nuovamente in aumento. Causa: le prove effettuate per la produzione di pollame per un totale di 57'000 animali.

Sono stati utilizzati 417'007 roditori (74%), nonché 738 gatti e 3'102 cani. Anche il bestiame è stato sfruttato in numerosi esperimenti, con 3'896 bovini, 2'933 maiali, 1'272 cavalli ed asini e 1'638 pecore e capre.

3'560 esperimenti erano in corso di validità nel 2010 mentre i cantoni hanno rilasciato 1'197 nuove autorizzazioni di sperimentazioni animali, pari ad un incremento del 14% rispetto all'anno precedente. 12 domande di sperimentazioni sono state rifiutate dai cantoni. L'UFV precisa inoltre di aver fatto ricorso contro una delle 16 autorizzazioni rilasciate dal cantone dei Grigioni, senza però spiegarne il motivo. Data l'apatia dell'UFV quando si tratta di intervenire in termini vincolanti, si può facilmente intuire che l'esperimento in questione doveva essere particolarmente spregevole.



Un numero crescente di animali per le università

Come ogni anno l'utilizzazione di animali aumenta nella ricerca fondamentale mentre diminuisce nella ricerca applicata. Dato che il 70% dei finanziamenti pubblici stanziati per la sperimentazione animale serve unicamente a pagare gli stipendi dei ricercatori, i quali dal canto loro trovano sempre il modo di occupare il loro tempo, non c'è da stupirsi. E poco importa se questi esperimenti provocano dolori e sofferenze agli animali, se servono soltanto ad alimentare una pila di pubblicazioni scientifiche inutili e se il tutto è a spese del contribuente. I baroni delle nostre università sono contenti sia dei loro stipendi che del piano di pensionamento generosamente elargiti dall'università che li ospita. Dal canto suo quest'ultima è felice di accogliere sotto il suo tetto tutte queste referenze scientifiche che le permettono di scalare le classifiche delle migliori università.

Ed i progressi della medicina in tutto questo? Continua a progredire. A grandi passi da nano. Alla luce delle centinaia di milioni spesi ogni anno dalle università svizzere per le sperimentazioni animali, si tratta di un vero e proprio scandalo economico.

Test per un filtro solare

Altra novità: la Svizzera testa nuovamente i prodotti cosmetici. Benchè questo annuncio sollevi legittimi interrogativi quanto alla pertinenza dei test effettuati, l'UFV si accontenta di indicare l'utilizzazione di 4 roditori « per testare la tossicità di un filtro UV che rientra nella composizione di un filtro solare ». L'esperimento sarebbe stato autorizzato in quanto « la protezione contro i raggi ultravioletti è un problema di pubblica sanità. »

Abbiamo interrogato l'UFV il 26 luglio 2011 quanto all'assenza di trasparenza per questi esperimenti. Abbiamo contestato l'argomentazione secondo la quale la protezione dei dati può giustificare il suo rifiuto di fornire informazioni più esaurienti, che questo è contrario agli art.36 LPAn e 147 cpv.1 OPAn, poichè in questo caso non si può sapere se gli esperimenti autorizzati sono conformi alla legislazione sulla protezione degli animali.

Abbiamo inoltre formulato i seguenti quesiti:

- 1) il numero di 4 roditori per testare la composizione di un filtro solare è corretto? Se non lo è, quanti animali sono stati utilizzati per quanti esperimenti?
- 2) di quale gradazione erano questi esperimenti?
- 3) in quali cantoni si sono svolti questi esperimenti?
- 4) se si trattava unicamente di testare la tossicità di un filtro UV, questo esperimento era giustificato ai sensi degli art.17 e 19 cpv.4 LPAn? Per quali motivi questo filtro UV è diverso o di interesse superiore a quelli già commercializzati (art.137 cpv.b OPAn)?
- 5) l'esperimento ha ricevuto un preavviso favorevole della commissione sulla sperimentazione animale del cantone coinvolto?

L'UFV ci ha risposto il 23 agosto, esprimendosi come sempre nell'oscuro linguaggio che predilige:

« Come sapete, la legislazione svizzera sulla protezione degli animali è una delle più progredite al mondo ed il settore della sperimentazione animale è severamente regolamentato. Questa sperimentazione è esaminata dalla commissione cantonale. I ricercatori devono dimostrare

che i benefici per la società sono più importanti delle sofferenze inflitte agli animali nel corso degli esperimenti (si soppesano gli interessi in gioco). Pertanto non si sarebbe certamente rilasciata un'autorizzazione per uno studio « puramente » cosmetico. Il fatto che diverse istanze siano coinvolte nella procedura di autorizzazione, garantisce questo controllo reciproco.

Quanto ai vostri interrogativi, e come detto in precedenza, potete trovare tutti gli elementi di risposta sul nostro sito internet.

- 1) sì, si tratta effettivamente di 4 topi testati.
- 2) l'esperimento era in grado di gravità 2.
- 3) questo esperimento si è svolto nel cantone di Argovia.
- 4) questo esperimento è stato convalidato dalle autorità competenti con possibilità di ricorso. Pertanto, l'UFV ritiene che tutti i requisiti siano stati soddisfatti.

La nostra politica non è cambiata e pertanto attiriamo la vostra attenzione sul fatto che questo test non è terminato, e che l'autorizzazione rilasciata è valida fino al 2013. Si può pertanto anticipare che saranno utilizzati altri topi nel 2012 e nel 2013. »

Abbiamo nuovamente scritto all'UFV il 24 agosto:

« Purtroppo non avete risposto alla domanda 4, quella più importante. Scrivere che « questo esperimento è stato convalidato dalle autorità competenti con possibilità di ricorso. Pertanto, l'UFV ritiene che tutti i requisiti siano stati soddisfatti » non apporta alcuna informazione pertinente. Nel marzo 2010, il Tribunale penale del cantone di Soletta ha condannato il Dott. Pierre Bize per i suoi esperimenti animali. L'istruttoria ha potuto dimostrare che sia l'ex collaboratrice dell'UFV Ursula Moser che le autorità del cantone di Soletta avevano trasgredito la legislazione vigente nel rilasciare al Dott. Bize l'autorizzazione di praticare i suoi esperimenti.

Non vi stupirà pertanto sapere che non siamo affatto rassicurati né convinti della pertinenza dell'autorizzazione rilasciata per questi test di cosmetici. Infatti non si può sapere se questi esperimenti sono conformi alla legislazione (art.147 cpv.1 OPAn) come abbiamo sottolineato nella nostra mail del 26 luglio u.s. La vostra risposta è piuttosto deludente. Ancora una volta, l'UFV si barcamena per evitare di esprimere una posizione chiara. Sapere per quali motivi un filtro testato è diverso o di interesse superiore a quelli già commercializzati non è

lesiva della protezione dei dati. La questione è valutare e soppesare gli interessi, e non le informazioni chimiche sulla sostanza testata o la ditta che ha ordinato questi test. Per di più, dato che l'UFV non ha fatto ricorso contro l'autorizzazione rilasciata dall'autorità del cantone di Argovia, è lecito pensare che anche lui sostenga la valutazione di questo cantone. L'UFV può pertanto fornire le informazioni richieste.»

Abbiamo ribadito la domanda del punto 4 e del punto 5. Alla lettura della risposta dell'UFV, non è affatto certo che una commissione ab-

bia dato un preavviso favorevole a questo esperimento. Ciò che non lascia presagire nulla di buono.

Sicuramente un dossier da seguire da vicino.

Le statistiche complete possono essere consultate sul sito Internet dell'UFV all'indirizzo seguente: www.tv-statistik.bvet.admin.ch



Ginevra – Si tenta di reintrodurre la caccia nel progetto di nuova costituzione

Pubblicazione del rapporto di sintesi delle prese di posizione

Sul nostro giornale di marzo 2011 avevamo pubblicato un appello ai nostri soci ginevrini incitandoli a prendere parte alla procedura di consultazione dal 5 febbraio al 25 marzo 2011, relativa al progetto di nuova costituzione.

Allorché il testo¹ attualmente vigente vieta la caccia dal 1974 su tutto il territorio cantonale, la maggioranza politica rappresentata in seno all'assemblea costituente aveva votato la soppressione di tale divieto.

La sintesi delle prese di posizione ricevute nell'ambito della procedura consultiva, intitolata « Consultazione presso la popolazione sui lavori della Costituente », è stata pubblicata il 30 maggio 2011. 437 persone (su un campione di 1000 scelte tra la popolazione), 44 deputati, 310 istituzioni ed associazioni e 1271 partecipazioni spontanee di cittadini hanno risposto entro i tempi impartiti, per un totale di 2062 prese di posizione.

Allorché l'articolo 153 relativo alla soppressione del divieto totale della caccia a Ginevra non era citato tra le 27 questioni specificatamente affrontate, il rapporto di sintesi indica che si tratta della tematica che ha raccolto il maggior numero di prese di posizione di singoli cittadini (spontanee e campione della popolazione). A pagina 96 del rapporto si può leggere :

Articolo 153 Caccia

Organismi

L'articolo 153 ha dato luogo a dodici prese di posizione diverse ed antagoniste. In effetti, un certo numero di organismi ritiene che questa disposizione vada modificata in base all'attuale articolo 178A della costituzione ginevrina con l'esistenza di una commissione specializzata. La Federazione cinegetica ginevrina dal canto suo fa notare che l'articolo 153 non significherebbe ripristinare la caccia e consentirebbe al legislatore di legiferare caso per caso. Numerose osservazioni evidenziano una

formulazione ampia ed insufficiente dell'espressione "salvo eccezioni" contenuta nell'articolo 153.

Cittadini

Numerosissimi cittadini (una quarantina) hanno preso posizione sulla caccia. Un gran numero si è dichiarato contrario all'articolo 153, che per taluni equivale ad un ritorno alla caccia nel cantone di Ginevra. Si chiede pertanto che venga ripreso l'articolo 178A quale contenuto nella costituzione ginevrina attualmente vigente. Due cittadini sostengono invece che l'articolo 153 non avrebbe come conseguenza il ripristino della caccia nel cantone di Ginevra. Infine, taluni, alla stregua degli organismi, si interrogano sulla portata della nozione di « salvo eccezioni ».

Cacciatori lucidi

Dettaglio piccante: nella sua presa di posizione, la federazione ginevrina di caccia, palesemente stordita dalle reazioni negative del pubblico, minimizza l'eventualità che l'articolo 153 equivalga alla reintroduzione della caccia, pur manovrando con tutti i mezzi possibili da 30 anni per aggirare il divieto².

Più ridicolo: dichiara sul suo sito internet³ « la nostra società non ha mai chiesto una riapertura della caccia, e questo per rispetto (sic !) per il risultato della votazione di maggio 1974, che instaura la fine della caccia popolare, malgrado diversi articoli degli anticaccia sulla stampa locale che lasciano intendere che vogliamo ottenere la riapertura della caccia « per vie traverse ».

Ecco dunque dei cacciatori che non vogliono più cacciare. Se ne saranno viste di tutti i colori.

Grazie a tutti coloro che si sono manifestati a favore del mantenimento dell'attuale articolo costituzionale 178a

In seguito alla diffusione ed alla messa online di un dossier sulla situazione attuale della gestione della fauna ginevrina, e ad una distribuzione a tutte le famiglie del cantone di Ginevra, abbiamo ricevuto numerosi messaggi di sostegno alla nostra azione. Diversi membri dell'assemblea costituente ci hanno assicurato di voler cambiare il loro voto e sostenere il mantenimento del divieto assoluto della caccia.

Ringraziamo tutti coloro che hanno preso parte alla procedura consultiva per manifestare il rifiuto del progetto quale presentato. La versione finale di questo progetto di nuova costituzione dovrebbe essere sottoposto a votazione popolare nel 2012.

Fonti :

¹ La caccia è vietata sul territorio del cantone di Ginevra dal 1974, in seguito ad una votazione popolare che ha ottenuto il 72% di pareri favorevoli. L'articolo 178a, che disciplina il divieto della caccia nella costituzione vigente, dispone quanto segue:

Art. 178a Caccia

1. La caccia ai mammiferi ed agli uccelli è vietata sotto tutte le sue forme su tutto il territorio del cantone di Ginevra.
2. Il Consiglio di Stato può, su preavviso di una commissione costituita dai rappresentanti delle associazioni di protezione degli animali e della natura, sospendere il divieto per garantire una selezione ed un migliore stato sanitario della fauna o per distruggere le specie nocive.

² http://lscv.ch/pages/news/retour_chasse_fr.html

³ <http://www.chassenature.ch/geneve/110601.htm>

News

Informazioni sul seguito dato alle petizioni sostenute dalla LSCV



Petizione contro i test sugli animali per i prodotti cosmetici

L'Unione europea avrebbe dovuto essere sbarazzata di ogni nuovo prodotto cosmetico testato sugli animali a partire dal 2013. Un recente rapporto della Commissione europea suggerisce di rimandare questo divieto totale di 10 anni. Se questa misura dovesse effettivamente essere adottata, vorrebbe dire che migliaia di conigli, topi, maialini d'India e ratti sarebbero sottoposti fino al 2023 ad esperimenti dolorosi, irritanti o tossici, per consentire la fabbricazione di prodotti di bellezza.

Lanciata dalla coalizione europea per por termine alla sperimentazione animale (ECEAE), la petizione intende opporsi al differimento del divieto. Allorchè lo svolgimento di test sugli animali per i cosmetici è maggioritariamente respinto dalla popolazione, raramente la raccolta di firme per una petizione sarà stata così laboriosa. Era stato fissato un obiettivo minimo di 100'000 firme, che è già poco per tutta l'UE. A fine agosto, erano state raccolte soltanto 95'000 firme. La petizione è dunque stata prorogata fino a fine settembre 2011. Un'ulteriore proroga a novembre (data alla quale la Commissione europea deve decidere sul rinvio del divieto) non è da escludere. In tal caso, detta proroga sarà indicata sulla homepage del sito internet della Lega.

Sono già state raccolte diverse migliaia di firme in Svizzera, trasmesse all'ECEA. Peraltro è possibile firmare la petizione direttamente al seguente indirizzo:

http://www.nocruelcosmetics.org/sign_up.php?lang=swiss-italian

Grazie a tutte e tutti voi per il vostro aiuto.

Petizione « La Svizzera favorevole alla caccia alla balena? NO ! »

Lanciata dalle organizzazioni Sea Shepherd Switzerland e Swiss Cetacean Society (vedere il giornale di marzo 2011), la petizione munita di 14'593 firme è stata consegnata il 14 giugno 2011 nel corso di un incontro con Bruno Mainini dell'Ufficio federale di veterinaria (UFV), che avrebbe partecipato dall'11 al 14 luglio 2011 alla 63a sessione annua della Commissione baleniera internazionale (CBI) a Saint-Hélier (Jersey) in qualità di rappresentante della Svizzera. In seguito a tale incontro, Sea Shepherd Switzerland e Swiss Cetacean Society sono stati invitati a formulare una proposta all'attenzione dell'UFV.

In un comunicato, Sea Shepherd Switzerland e Swiss Cetacean Society ringraziano « calorosamente tutti coloro, di tutte le età e provenienti da tutta la Svizzera, che si sono mobilitati per le balene, facendoci pervenire ogni giorno le loro petizioni e le firme raccolte ». A nostra volta, ringraziamo in modo particolare tutti i soci della Lega che si sono dati tanto da fare per raccogliere le firme. Anche se questa petizione non è stata pubblicata sul nostro giornale per mancanza di spazio, siete stati numerosi a chiederci telefonicamente di inviarvi fogli di firme o a scaricare la petizione direttamente dal nostro sito internet.

Seguito della petizione contro il consumo di cosce di rana « No grazie! Non nel mio piatto »

Restano ancora alcune settimane per firmare la nostra petizione prima che venga depositata presso la Cancelleria federale nel prossimo dicembre. A tutt'oggi abbiamo raccolto circa 13'000 firme e teniamo a ringraziare tutti i firmatari. Il nostro obiettivo è raggiungere le 15'000 firme. Ringraziamo dunque fin d'ora tutti coloro che non l'hanno ancora fatto, di firmare la petizione al più presto. Potete rinviarci anche i fogli di firme incompleti, saranno poi completati sui prossimi stand che allestiremo.

Petizione « No all'importazione dei prodotti di foca in Svizzera »

Lanciata nell'ottobre 2010 dalla Fondazione Franz Weber e Ocean Care, la petizione (pubblicata sul nostro giornale di dicembre 2010) è stata depositata presso la Cancelleria federale il 21 giugno 2011 munita di 97'000 firme.

Alla stregua dell'Unione europea che da agosto 2010 vieta l'importazione di prodotti di foca, la petizione chiede che a sua volta il Parlamento svizzero vieti « qualsiasi transito, importazione e commercio di prodotti derivati dalla caccia commerciale ». **Il divieto delle importazioni di prodotti di foca dell'UE ha sensibilmente ridotto il numero di animali uccisi. 74'200 foche sono state uccise nel 2009, 67'000 nel 2010 e circa 38'000 nella primavera del 2011.**

Come dimostrato da una video (1) realizzata in Canada nell'aprile 2011, le direttive della legge sulla caccia alle foche non sono rispettate e questi animali continuano ad essere uccisi al di fuori di ogni controllo delle autorità. Le immagini terribili mostrano animali feriti da arma da fuoco sulla banchigia, impalati dai cacciatori a bordo delle barche e muniti di lunghi raffi, per essere issati ancora coscienti sul ponte delle navi e poi uccisi a randellate.



Il 16 giugno 2011 il consigliere nazionale Oscar Freysinger ha depositato una mozione (11.3635) intitolata « **Divieto di importare prodotti derivati dalla foca** », sostenuta da 30 parlamentari di tutti gli ambienti politici

¹ <http://www.youtube.com/user/FondationFranzWeber1#p/u/0/bH9d8khaBuQ>

Stafilococchi nel 47% della carne americana

Un recente studio del Transnational Genomics Research Institute ha rilevato la contaminazione media da stafilococchi nel 47% degli stock di carne in tutto il paese. In metà dei casi, si trattava di ceppi di *staphylococcus aureus* resistenti agli antibiotici.

L'origine dei prelievi effettuati su 136 varietà di carni di manzo, maiale, pollo e tacchino, provenienti da 26 negozi di cinque grandi città americane, escludeva che la contaminazione potesse risalire alla fase di condizionamento o trasporto della carne.

La contaminazione proverrebbe dagli animali stessi per via della somministrazione di antibiotici negli allevamenti intensivi, al fine di accelerare lo sviluppo degli animali limitando nel contempo i rischi di infezione. È risaputo che la somministrazione quotidiana di antibiotici favorisce l'apparizione di ceppi batterici resistenti ed è particolarmente problematica nel caso dello stafilococco dorato. All'origine di infezioni locali e generalizzate, può rivelarsi mortale in caso di setticemia incontrollata. In tal caso gli antibiotici costituiscono il principale trattamento.

Il problema è che i ceppi resistenti rinvenuti in un quarto dei prelievi risultano insensibili agli antibiotici classici, come la tetraciclina, l'ampicillina, la penicillina o eritromicina, ed in certi casi anche ad antibiotici meno convenzionali come la vancomicina, la daptomicina o i fluorochinoloni.

Pollo americano alla candeggina

Leggendo questo rapporto, non si può non pensare alla vertenza tra gli Stati Uniti e l'Europa quando i primi forzavano la mano affinché l'UE distribuisse nuovamente sul suo territorio i polli americani disinfettati in un bagno a base di cloro una volta uccisi.

Vietati dal 1997 per motivi di pubblica sanità, questa disposizione era vivamente contestata dal governo americano che minacciava l'UE di misure di ritorsione.

Consigliere del presidente George W. Bush per le questioni economiche, Allan Hubbard dichiarava nel 2007 al termine di una riunione con i suoi omologhi europei: «*Deve essere un'enorme frustrazione per i consumatori in Europa perchè di fatto i nostri polli sono più sicuri dei polli europei*».

Nel 2008, malgrado l'opposizione di 21 dei 27 Ministri europei dell'Agricoltura, la Commissione europea aveva finito per autorizzare il ritorno dei polli "candeggiati", conformemente ad una promessa fatta a Washington qualche mese prima dal commissario europeo all'industria Günter Verheugen.

In fin dei conti, i consumatori ingurgitano polli americani annunciati «puliti», allorché metà di essi sono vere e proprie colture di germi ambulanti.



Rivista stampa

Svizzera - 18 giugno 2011

Caccia uccelli d'acqua ed uccide una persona tranquillamente a passeggio

Un uomo che sparava su delle folaghe in uno stagno a Hauptwil (TH) ha ucciso un ventinovenne che stava tranquillamente passeggiando. Malgrado l'intervento della Rega, la vittima è morta sul posto.

Paesi Bassi

Divieto delle uccisioni rituali di animali senza stordimento

Dopo la Svezia, il Lussemburgo, la Norvegia e la Svizzera, anche i Paesi Bassi hanno vietato (con 116 voti contro 30) l'uccisione rituale di animali senza previo stordimento.

Catalogna - Spagna

Felice agonia della Monumental

Domenica 10 luglio 2011, le arene barcellonesi della Monumental - mezze vuote - hanno molto probabilmente massacrato gli ultimi tori. Dopo la conferma del Parlamento catalano quattro giorni prima, con 112 voti favorevoli e 20 contrari, del divieto della corrida promulgato da questo stesso Parlamento nel luglio 2010, la tanto desiderata morte delle corride è prevista per il 1° gennaio 2012.



Francia - 3 luglio 2011

Olé!

Corso di tauromachia nelle arene di Lutezia, con vere spade! L'animatore è stato arrestato dalla polizia per detenzione di «oggetti assimilabili ad armi». La polizia era intervenuta su richiesta degli organizzatori, infastiditi dalla presenza di una trentina di rumorosi manifestanti anti-corrida.

IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere dettratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.

PAO e maquette: LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12. Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.--

CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Groupe / Fraktion :

Verts (PES, PCS, LG)
Grüne (GPS, CSP, GL)

Libéral-Radical (RL)
Liberal Fraktion (FDP)

PDC-PEV-PVL CEg
CVP-EVP-glp CEg

Hors fraction : Mouvement socio-libéral (MSL)
Ohne Fraktionszugehörigkeit : Sozial-liberale Bewegung (SLB)

Socialiste (S)
Sozialdemokratische (S)

Union démocratique du centre (UDC, Lega, UDF)
Schweizerischen Volkspartei (SVP, Lega, EDU)

Parti bourgeois-démocratique PBD
Bürgerlich-Demokratischen Partei PBD

1 : Votes ou actions favorables à la protection des animaux - **Stimmen oder Aktionen zugunsten des Tierschutzes**

2 : Votes contradictoires ou désintéressés pour ce sujet - **Gegenstimmen oder kein Interesse an diesem Thema**

3 : Votes ou actions contre la protection des animaux - **Stimmen oder Aktionen gegen den Tierschutz**

X : Quittera le Parlement en octobre 2011 (ne se représente pas) - **Wird das Parlament im Oktober 2011 verlassen (stellt sich nicht mehr zur Verfügung)**

			1	2	3	X	
AG	CN	Pascale Bruderer Wyss	1				
	CN	Max Chopard-Acklin	1				
	CN	Doris Stump	1			X	
	CN	Geri Müller	1				
	CN	Esther Egger-Wyss		2			
	CN	Ruth Humbel			3		
	CN	Markus Zemp			3	X	
	CN	Corina Eichenberger-Walther			3		
	CN	Philipp Müller			3		
	CE	Christine Egerszegi-Obrist			3		
	CN	Sylvia Flückiger-Bäni		2			
	CN	Lieni Füglistaller			3	X	
	CN	Ulrich Giezendanner			3		
	CN	Walter Glur			3	X	
	CN	Hans Killer			3		
	CN	Luzi Stamm		2			
	CE	Maximilian Reimann			3	X	
	AI	CN	Arthur Loepfe			3	X
CE		Ivo Bischofberger			3		
AR	CN	Marianne Kleiner			3	X	
	CE	Hans Altherr		2			
BE	CN	Ricardo Lumengo		2			
	CN	Evi Allemann	1				
	CN	Corrado Pardini					
	CN	Margret Kiener Nellen	1				
	CN	Hans Stöckli	1				
	CN	Ursula Wyss	1				
	CN	Therese Frösch	1			X	
	CN	Alec von Graffenried	1				
	CN	Franziska Teuscher	1				
	CN	Norbert Hochreutener		2			
	CN	Marianne Streiff-Feller	1				
	CN	Peter Flück					
	CN	Christa Markwalder			3		
	CN	Pierre Triponez			3	X	
	CN	Christian Wasserfallen		2			
	CN	Andreas Aepli			3		
	CN	Andreas Brönnimann			3		
	CN	Thomas Fuchs					
	CN	Andrea Geissbühler		2			
	CN	Jean-Pierre Graber		2			
	CN	Rudolf Joder			3		
	CN	Simon Schenk			3	X	
	CN	Erich von Siebenthal			3		
	CN	Hansruedi Wandfluh			3		
	CE	Adrian Amstutz		2			
	CN	Hans Grunder			3		
	CN	Ursula Haller Vannini			3		
	CE	Werner Luginbühl		2			
	BL	CN	Susanne Leutenegger-Oberholzer	1			
		CN	Eric Nussbaumer		2		
		CE	Claude Janiak		2		
		CN	Maya Graf	1			
		CN	Elisabeth Schneider-Schneiter		2		
CN		Hans Rudolf Gysin			3	X	
CN		Caspar Baader			3		
CN		Christian Miesch			3		

			1	2	3	X	
BS	CN	Beat Jans	1				
	CN	Silvia Schenker	1				
	CE	Anita Fetz	1				
	CN	Anita Lachenmeier-Thüning	1				
	CN	Peter Malama		2			
	CN	Sebastian Frehner			3		
	FR	CN	Marie-Thérèse Weber-Gobet	1			
CN		Jean-François Steiert	1				
CN		Christian Levrat		2			
CE		Alain Berset		2			
CN		Dominique de Buman		2			
CN		Thérèse Meyer-Kaelin			3	X	
CE		Urs Schwaller			3		
CN		Jacques Bourgeois			3		
CN		Jean-François Rime			3		
GE		CN	Jean-Charles Rielle	1			X
		CN	Maria Roth-Bernasconi		2		
	CN	Carlo Sommaruga	1				
	CE	Liliane Maury-Pasquier		2			
	CN	Antonio Hodgers	1				
	CN	Ueli Leuenberger	1				
	CE	Robert Cramer			3		
	CN	Luc Barthassat	1				
	CN	Martine Brunschwig Graf			3	X	
	CN	Christian Lüscher			3		
GL	CN	Hugues Hiltbold			3		
	CN	Yves Nidegger			3		
	CN	André Reymond			3		
	CE	Pankraz Freitag			3		
GR	CE	This Jenny		2			
	CN	Martin Landolt		2			
	CN	Andrea Hämmerle	1			X	
GU	CN	Sep Cathomas		2		X	
	CE	Theo Maissen			3	X	
	CN	Tarzius Caviezel		2			
	CE	Christoffel Brändli			3	X	
	CN	Brigitta Gadiant		2		X	
	CN	Hansjörg Hassler		2			
	CN	Jean-Claude Rennwald			3	X	
LU	CE	Claude Hêche			3		
	CE	Anne Seydoux-Christe			3		
	CN	Dominique Baettig		2			
	CN	Prisca Birrer-Heimo		2			
	CN	Louis Schelbert	1				
	CN	Ida Glanzmann-Hunkeler		2			
	CN	Ruedi Lustenberger			3		
	CN	Pius Segmüller			3		
	CE	Konrad Graber		2			
	CN	Otto Ineichen			3		
CE	Helen Leumann-Würsch			3	X		
CN	Georges Theiler			3			
CN	Yvette Estermann			3			
CN	Josef Kunz			3			
CN	Felix Müri			3			

			1	2	3	X	
NE	CN	Jacques-André Maire		2			
	CE	Didier Berberat			3		
	CN	Francine John-Calame	1				
	CN	Laurent Favre			3		
	CN	Sylvie Perrinjaquet			3		
	CE	Raphaël Comte		2			
	CN	Yvan Perrin			3		
	NW	CN	Edi Engelberger			3	X
CE		Paul Niederberger			3		
OW	CE	Hans Hess		2			
	CN	Christoph von Rotz			3		
SG	CN	Hildegard Fässler-Osterwalder	1				
	CN	Paul Rechsteiner			3		
	CN	Yvonne Gilli	1				
	CN	Jakob Büchler			3		
	CN	Lucrezia Meier-Schatz		2			
	CE	Eugen David		2			
	CN	Walter Müller			3		
	CE	Erika Forster			3	X	
	CN	Elmar Bigger			3		
	CN	Toni Brunner			3		
	CN	Thomas Müller			3		
	CN	Roland Rino Büchel			3		
	CN	Theophil Pfister			3	X	
	CN	Lukas Reimann		2			
	SH	CN	Hans-Jürg Fehr	1			
		CE	Peter Briner				X
		CN	Thomas Hurter		2		
SZ	CE	Hannes Germann		2			
	CN	Andy Tschümperlin	1				
SO	CN	Reto Wehrli		2		X	
	CE	Bruno Frick		2			
	CN	Peter Föhn			3	X	
	CN	Pirmin Schwander			3		
	CE	Alex Kuprecht		2			
	CN	Bea Heim	1				
	CE	Roberto Zanetti		2			
	CN	Brigit Wyss	1				
	CN	Elvira Bader			3	X	
	CN	Pirmin Bischof		2			
TG	CN	Kurt Fluri			3		
	CE	Rolf Büttiker			3	X	
	CN	Roland Borer			3		
	CN	Walter Wobmann			3		
	CN	Edith Graf-Litscher	1				
	CN	Brigitte Häberli-Koller		2			
	CE	Philipp Stähelin		2		X	
	CN	Werner Messmer			3	X	
	CN	J. Alexander Baumann	1			X	
	CN	Peter Spuhler			3		
	CN	Hansjörg Walter			3		
CE	Hermann Bürgi		2		X		
TI	CN	Marina Carobbio Guscetti	1				
	CN	Fabio Pedrina	1			X	
	CN	Chiara Simoneschi-Cortesi	1			X	
	CN	Meinrado Robbiani		2		X	
	CE	Filippo Lombardi			3		
	CN	Fabio Abate			3		
	CN	Ignazio Cassis			3		
	CN	Fulvio Pelli			3		
	CE	Dick Marty	1			X	
	CN	Lorenzo Quadri					
UR	CE	Markus Stadler		2			
	CE	Hansheiri Inderkum			3	X	
	CN	Gabi Huber			3		
VD	CN	Josiane Aubert		2			
	CN	Ada Marra		2			
	CN	Roger Nordmann			3		

			1	2	3	X
	CN	Eric Voruz		2		
	CE	Géraldine Savary		2		
	CN	Daniel Brélaz	1			X
	CN	Christian van Singer	1			
	CN	Adèle Thorens Goumaz	1			
	CE	Luc Recordon		2		
	CN	Josef Zisyadis	1			X
	CN	Jacques Neiryneck	1			
	CN	Charles Favre			3	X
	CN	Olivier Français			3	
	CN	Isabelle Moret			3	
	CN	Claude Ruey			3	X
	CN	André Bugnon			3	
	CN	Alice Glauser-Zufferey			3	
	CN	Jean-Pierre Grin		2		
	CN	Guy Parmelin			3	
	CN	Pierre-François Veillon			3	
VS	CN	Stéphane Rossini		2		
	CN	Viola Amherd		2		
	CN	Christophe Darbellay			3	
	CE	Jean-René Fournier			3	
	CE	René Imoberdorf			3	
	CN	Paul-André Roux			3	
	CN	Roberto Schmidt		2		
	CN	Jean-René Germanier			3	
	CN	Oskar Freysinger		2		
	ZG	CN	Josef Lang	1		
CE		Peter Bieri		2		
CN		Gerhard Pfister			3	
CE		Rolf Schweiger			3	X
ZH	CN	Marcel Scherer			3	
	CN	Jacqueline Fehr	1			
	CN	Mario Fehr	1			X
	CN	Chantal Galladé	1			
	CN	Christine Goll	1			X
	CN	Andreas Gross	1			
	CN	Daniel Jositsch	1			
	CN	Anita Thanei		2		X
	CN	Marlies Bänziger	1			
	CN	Bastien Girod	1			
	CN	Katharina Prelicz-Huber	1			
	CN	Daniel Vischer	1			
	CN	Martin Bäumle	1			
	CE	Verena Diener			3	
	CN	Urs Hany			3	
	CN	Maja Ingold	1			
	CN	Kathy Riklin	1			
	CN	Tiana Angelina Moser	1			
	CN	Barbara Schmid-Federer		2		
CN	Thomas Weibel	1				
CN	Doris Fiala	1				
CE	Felix Gutzwiller		2			
CN	Markus Hutter			3		
CN	Filippo Leutenegger			3		
CN	Ruedi Noser			3		
CN	Max Binder			3		
CN	Toni Bortoluzzi			3		
CN	Hans Fehr			3		
CN	Alfred Heer			3		
CN	Hans Kaufmann			3		
CN	Christoph Mörgeli			3		
CN	Natalie Rickli			3		
CN	Ernst Schibli		2			
CN	Ulrich Schlüer			3		
CN	Hans Rutschmann			3	X	
CN	Jürg Stahl			3		
CN	Bruno Zuppiger			3		

Comunicateci i vostri cambiamenti di indirizzo

In caso di invio ad indirizzi inesatti, la posta ci fattura Fr 2.- per rinviarci i giornali. In caso di cambiamento di indirizzo, vi invitiamo cortesemente a comunicarci i nuovi dati rinviandoci il tagliando qui appresso o telefonando all'ufficio della Lega. LSCV, CP 148, 1226 Thônex - T : 022 349 73 37 F : 022 349 18 54 admin@lscv.ch

Cognome :

Nome :

Vecchio indirizzo

Via :

N°

NPA :

Città :

Nuovo indirizzo

Via :

N°

NPA :

Città :

Vogliate indicare il vostro indirizzo elettronico se desiderate essere informati delle azioni della Lega. E-mail :

Merci de nous communiquer vos changements d'adresse

En cas de mauvais adressage, les retours de journaux nous sont facturés Fr 2.- par la poste.

Lors d'un changement d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées en nous renvoyant le bulletin ci-dessous ou en appelant le bureau de la Ligue.

LSCV, CP 148, 1226 Thônex

T : 022 349 73 37 F : 022 349 18 54 admin@lscv.ch

Nom :

Prénom :

Ancienne adresse

Rue :

N°

NPA :

Localité :

Nouvelle adresse

Rue :

N°

NPA :

Localité :

Veillez mentionner votre adresse mail si vous souhaitez être informé des actions de la Ligue. E-mail :

Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderung mit

Bei falschen Adressen verrechnet die Post jeweils Fr. 2.- für die Rücksendung.

Bitte teilen Sie uns bei einer Adressänderung Ihre neuen Koordinaten mit, indem Sie die unten stehenden Angaben ausfüllen oder das Büro der Liga anrufen.

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

T : 022 349 73 37 F : 022 349 18 54 admin@lscv.ch

Name :

Vorname :

Alte Adresse

Strasse :

Nr.:

Postleitzahl :

Ort :

Neue Adresse

Strasse :

Nr.:

Postleitzahl :

Ort :

Teilen Sie uns auch Ihre E-Mail-Adresse mit, wenn wir Sie über die Aktionen der Liga auf dem Laufenden halten sollen. E-Mail :